

Table des matières

Page accueil.....	P. 7 – 12
Page donner.....	P. 13 – 16
Page liste de nouvelles.....	P. 17 – 26
Pinel : Les cas complexes crient au secours !.....	P. 27 – 35
Pour l'interdiction des interpellations policières.....	P. 36 – 40
États généraux de la fonction publique du Québec.....	P. 41 – 55
Contre vents et marées : liens avec un proche incarcéré.....	P. 56 – 66
Le Canada doit stopper de façon urgente.....	P. 67 – 74
Haine et panique morale au croisement de la transphobie 3/3.....	P 75 – 80
Haine et panique morale au croisement de la transphobie 2/3.....	P 80 – 86
Haine et panique morale au croisement de la transphobie 1/3.....	P 88 – 97
Portes tournantes : une spirale sans fin.....	P 98 – 106
Être en prison dans une prison.....	P 107 – 117
Les délais du regroupement familial au Québec.....	P 118 – 126
Rien ne change pour les femmes incarcérées.....	P 127 – 136
Un autre soi-même.....	P 137 – 143
Liste des luttes.....	P 144 – 146
Page d'une lutte.....	P 147 – 150
Équipe.....	P 151 – 155
À propos.....	P 156 – 159
Nous joindre.....	P 160 – 162
FAQ.....	P 163 – 177
Erreur 404.....	P 178

Accueil

<https://liguedesdroits.ca/>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Barre de recherche:

Rechercher

Body :

Héro:

Parce que les droits humains, c'est pour tout le monde!

Description du héros :

Contre les multiples risques et reculs auxquels les droits humains font face, il faut parler, agir et dénoncer, ce que la Ligue des droits et libertés fait sans relâche.

Bouton de don :

Je donne maintenant

À la une :

Nouvelle 1 :



Pinel : Les cas complexes crient au secours !

12 septembre 2024

Revue Droits et liberté

Nouvelle 2 :



Pour l'interdiction des interpellations policières une bonne fois pour toute

4 septembre 2024

Communiqués

Nouvelle 3 :



États généraux de la fonction publique du Québec

28 août 2024

Mémoires et représentations

Nos luttes :

Droit des personnes en détention

Droits des peuples autochtones

Racisme, exclusion sociale et laïcité

Droits des personnes migrantes

Environnement et droits humains

Droits à la santé

Bouton luttes:

[Voir plus de luttes](#)

Témoignages :

Émilie Roche, Activiste pour les droits des minorités

« La ligue des droits et libertés joue un rôle crucial dans la sensibilisation aux droits humains. Leur impartialité et leur engagement envers une réflexion critique m'ont aidée à défendre plus efficacement les droits des minorités. »

Jean-Pierre Martin, Enseignant en éthique et droits humains

« En tant qu'enseignant, j'intègre souvent les ressources de la ligue des droits et libertés dans mes cours. Leur capacité à présenter des perspectives diversifiées et équilibrées sur les droits humains enrichit considérablement l'expérience d'apprentissage de mes étudiants. »

Antoine Lemoine, Professeur en Sciences Politiques

« La ligue des droits et libertés offre une perspective unique et équilibrée sur les questions de droits humains, essentielle pour toute recherche académique. Leur approche non partisane et leurs publications détaillées sont des ressources indispensables pour mes étudiants et moi-même. »

Pied de page :

Menu :

Accueil

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell. médias : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

Donner

S'informer

Donner

<https://portail.liguedesdroits.ca/fr/don>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Barre de recherche:

Rechercher

Message important:

Veuillez noter que la Ligue des droits et libertés ne sollicite jamais de dons ou d'adhésions dans la rue, le métro, les centres commerciaux ou tout autre lieu public. Si vous êtes sollicité(e) de cette façon par une "Ligue des droits", méfiez-vous et avertissez notre équipe par courriel à info@liguedesdroits.ca.

Body :

PARCE QUE LES DROITS HUMAINS, C'EST POUR TOUT LE MONDE!

Contre les multiples risques et reculs auxquels les droits humains font face, au Québec et au Canada, comme ailleurs, il faut parler, agir et dénoncer. Et ça, la Ligue des droits et libertés (LDL) le fait sans relâche! À travers sa mission, toujours pertinente et nécessaire, la LDL rappelle continuellement aux gouvernements leurs obligations en matière de droits humains.

DONS UNIQUES OU MENSUELS

Il existe la possibilité de pouvoir faire un don unique ou si vous faites des dons fréquemment, il existe la possibilité de pouvoir faire des dons mensuels. Le don mensuel se fait automatiquement le 1^e ou le 15^e jour du mois, par carte de crédit ou par retrait bancaire.

CAMPAGNE DE FINANCEMENT 2024-2025

Actuellement, la LDL reçoit du financement à la mission ainsi que du financement pour certains projets spéciaux. Mais cela est insuffisant. Un financement additionnel est nécessaire pour faire connaître les droits humains au-delà de nos cercles habituels et, pour ce faire, votre soutien est essentiel.

Parce que les droits humains, c'est pour tout le monde!

Bouton pour donation :

Je donne

Pied de page :

Menu :

Accueil

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell. médias : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

Donner

S'informer

Liste des Nouvelles

<https://liguedesdroits.ca/cat/nouvelles/>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Body :

Nouvelles

Nouvelle 1 :



Pinel : Les cas complexes crient au secours !

12 septembre 2024

Revue Droits et libertés

À l'Institut Pinel, et dans d'autres établissements psychiatriques au Québec, des pratiques autoritaires et déshumanisantes sont encore utilisées dans de trop nombreux cas. Ces méthodes, qui rappellent les anciens asiles, révèlent la nécessité d'une réforme, pour une approche humaine et respectueuse des droits des personnes.

Nouvelle 2 :



Pour l'interdiction des interpellations policières une bonne fois pour toute

4 septembre 2024

Communiqués

La Ligue des droits et libertés salue ce jugement déterminant dans la lutte au profilage racial à Montréal. Pour le respect des droits humains, c'est maintenant à la Ville de Montréal d'agir en interdisant les interpellations policières, une bonne fois pour toute!

Nouvelle 3 :



États généraux de la fonction publique du Québec

28 août 2024

Mémoires et représentations

Dans le contexte du virage numérique, de la dématérialisation des services gouvernementaux et de l'implantation de l'intelligence artificielle, plusieurs enjeux de droits humains font surface. Il importe d'agir dans la perspective d'éliminer les obstacles existants et en ce sens, le virage numérique ne doit pas créer ou accentuer des obstacles pour les personnes qui transigent avec l'État.

Nouvelle 4 :



Contre vents et marées : liens avec un proche incarcéré

28 août 2024

Revue Droits et libertés

Confrontées à des obstacles majeurs pour maintenir les liens avec leur proche incarcéré-e, les familles doivent lutter pour être reconnues et faire valoir leurs droits. Leurs vécus et leurs expériences révèlent les lacunes et les injustices d'un système carcéral indifférent à leurs souffrances.

Nouvelle 5 :



Le Canada doit stopper de façon urgente l'exportation d'armes à destination d'Israël

27 août 2024

Lettres ouvertes

Plus de 83 millions de dollars de cartouches de mortier explosives produites par une entreprise opérant au Québec, General Dynamics Ordnance and Tactical Systems Inc, seraient achetées par les États-Unis et intégrées au programme d'armement américain destiné à Israël. La Ligue des droits et libertés et la Fédération internationale des droits humains intiment le gouvernement du Canada à bloquer cette transaction ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin aux interventions militaires de l'État d'Israël dans la bande de Gaza.

Nouvelle 6 :

Haine et panique morale au croisement de la transphobie et de la domination adulte. – Les formes de résistance 3/3

25 juillet 2024

Carnets

S'il y a eu des avancées notables pour les droits des personnes trans et non binaires au Québec et au Canada, des reculs importants se font maintenant sentir tout comme des démonstrations de haine. Dans cette série de trois carnets, nous aborderons les enjeux entourant les droits des personnes trans et non binaires.

Nouvelle 7 :



Haine et panique morale au croisement de la transphobie et de la domination adulte. – Les causes du ressac 2/3

25 juillet 2024

Carnets

S'il y a eu des avancées notables pour les droits des personnes trans et non binaires au Québec et au Canada, des reculs importants se font maintenant sentir tout comme des démonstrations de haine. Dans cette série de trois carnets, nous aborderons les enjeux entourant les droits des personnes trans et non binaires.

Nouvelle 8 :



Haine et panique morale au croisement de la transphobie et de la domination adulte. – Comment s'en sortir ? 1/3

25 juillet 2024

Carnets

S'il y a eu des avancées notables pour les droits des personnes trans et non binares au Québec et au Canada, des reculs importants se font maintenant sentir tout comme des démonstrations de haine. Dans cette série de trois carnets, nous aborderons les enjeux entourant les droits des personnes trans et non binares.

Bouton nouvelles:

[Voir plus de nouvelles](#)

Pied de page :

Menu :

Accueil

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

Donner

S'informer

Pinel : Les cas complexes crient au secours !

<https://liguedesdroits.ca/pinel-les-cas-complexes-crient-au-secours/>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Body :

Héro :

Pinel : Les cas complexes crient au secours !

À l'Institut Pinel, et dans d'autres établissements psychiatriques au Québec, des pratiques autoritaires et déshumanisantes sont encore utilisées dans de trop nombreux cas. Ces méthodes, qui rappellent les anciens asiles, révèlent la nécessité d'une réforme, pour une approche humaine et respectueuse des droits des personnes.

12 septembre 2024

Revue Droits et libertés

Pinel : Les cas complexes crient au secours !

Jean-François Plouffe, chargé de dossiers et de communications, Action Autonomie, le collectif pour la défense des droits en santé mentale de Montréal

1961 : Jean-Charles Pagé publie *Les fous crient au secours*, le récit de son internement de près d'un an à l'asile Saint-Jean-de-Dieu, devenu plus tard l'hôpital Louis-Hyppolite-Lafontaine et aujourd'hui l'Institut universitaire en santé mentale de Montréal¹. Il consacre un chapitre aux sinistres Salles à cellules, le repaire des malades qui ont manqué à la discipline :

« La façade comprend de lourdes portes de bois ayant au moins six pouces d'épaisseur, consolidées de deux verrous aux extrémités. Au centre, une énorme chaîne et un robuste cadenas. Sur l'uniformité de la porte, un judas de huit pouces

carrés muni d'un carreau détachable qu'ouvrent les gardiens à l'occasion, afin de vérifier si le captif n'est pas mort. [...]

Dans la pénombre d'une cellule, on aperçoit un homme maigre n'ayant pour tout vêtement que la salopette gris-bleu spéciale à cette salle. [...]

- Depuis combien de jours es-tu ici ?
- Un an, quatre mois, dix-sept jours.
- Sans jamais sortir de cette cellule ?
- Non, toujours enfermé. [...]

À voix basse, je demande au gardien la cause de son incarcération.

Il a frappé une sœur. »

On pourrait penser que ces méthodes brutales, arbitraires, inhumaines et dégradantes n'ont plus cours de nos jours dans nos établissements de santé mentale où règnent l'excellence, les bonnes pratiques et l'amélioration continue.

Malheureusement, elles existent toujours...

2024 : Après avoir commis un crime violent, Gilbert² est détenu depuis six ans à l'Institut de psychiatrie légale Philippe-Pinel (Pinel). À la suite de conflits qui l'ont opposé à des membres du personnel, il est confiné depuis sept mois à sa chambre, 24 heures par jour. S'il doit sortir, par exemple pour aller à la douche, il est menotté aux poignets et enchaîné aux chevilles. Lors de très rares et très courtes sorties à l'extérieur, il est enchaîné à un fauteuil roulant. Gilbert est un cas complexe, selon la terminologie de l'établissement. Sa situation n'est pas exceptionnelle. Des dizaines de personnes incarcérées à Pinel subissent ou ont subi un traitement semblable au sien.

« Je suis un sportif, j'aimerais dépenser mon énergie, ça m'aiderait à me recentrer et ça me permettrait peut-être de diminuer mes doses de médicaments. Je voudrais apprendre un métier et reprendre une vie un peu plus normale. Au lieu de ça, je perds mon temps dans ma cellule à regarder les murs » déplore Gilbert.

Le Code criminel prévoit que les mécanismes liés à la non-responsabilité pour cause de troubles mentaux n'ont pas pour but de punir les personnes concernées, puisque l'acte qu'elles ont posé n'engage pas leur responsabilité criminelle. À l'usage, pourtant, les conséquences de ce plaidoyer peuvent être beaucoup plus contraignantes qu'une peine d'emprisonnement. Elles sont si contraignantes que ce sont souvent les procureur-e-s de la Couronne qui enclenchent le processus. Contrairement à une sentence de prison, un suivi par la Commission d'examen des troubles mentaux³ (CETM) n'a pas de durée prédéfinie et peut être beaucoup plus difficile à vivre qu'un séjour en prison.

En pratique, il règne à Pinel, tout comme dans la plupart des établissements institutionnels en santé mentale, une culture directement héritée des asiles d'aliéné-e-s. C'est une culture basée sur la méfiance, l'autoritarisme et le rapport de force.

On retrouve des personnes suivies par la CETM dans différents établissements du réseau de la santé mais c'est l'Institut Pinel qui porte le mandat de « l'évaluation, la garde et le traitement des accusés déclarés inaptes à subir leur procès ou non criminellement responsables et soumis à une décision de détention stricte en raison du risque très élevé qu'ils représentent pour la sécurité publique⁴ ». C'est à cet endroit que se concentrent la plupart des cas complexes, comme Gilbert.

Pinel fait étalage de sa vision où « le patient est au centre des soins et services qu'il reçoit, où la primauté de l'individu est un enjeu quotidien et qui se distingue par son désir de toujours être à l'affût des meilleures pratiques⁵ ».

En pratique, il règne à Pinel, tout comme dans la plupart des établissements institutionnels en santé mentale, une culture directement héritée des asiles d'aliéné-e-s, que Jean-Charles Pagé a très bien décrite au fil de son récit. C'est une culture basée sur la méfiance, l'autoritarisme et le rapport de force. Si la personne collabore au traitement préconisé par les soignant-e-s, elle sera valorisée et cheminera sur la voie du rétablissement. Si elle s'oppose ou émet des réserves ou des questionnements, souvent en raison des importants effets secondaires physiques et psychiques que les médicaments provoquent chez elle, elle fera face aux contraintes, à l'intimidation et à l'autoritarisme et même à l'hostilité des soignant-e-s, souvent amplifiés par des décisions obtenues auprès des tribunaux.

Pour les cas complexes, tout se passe comme si on voulait casser par la force et par des manœuvres punitives la résistance de la personne aux interventions décrétées par les psychiatres et les autres membres de l'équipe traitante, sans jamais se demander si d'autres options peuvent exister.

À Pinel, la culture des asiles d'aliéné-e-s est d'autant plus présente qu'elle est légitimée en amont par le tribunal et qu'elle s'appuie sur la commission passée d'un acte criminel. La personne n'est pas que folle, elle a aussi un passé violent qui légitime les abus de droit dont elle fait l'objet. Pour les cas complexes, tout se passe comme si on voulait casser par la force et par des manœuvres punitives la résistance de la personne aux interventions décrétées par les psychiatres et les autres membres de l'équipe traitante, sans jamais se demander si d'autres options peuvent exister.

À Saint-Jean-de-Dieu, dans les années 1960, on avait une expression pour ça. Les gardien-ne-s disaient : Y va d'y goûter comme il faut...

Résultat, un nombre non négligeable de personnes référées vers Pinel pour y obtenir des soins favorisant leur réinsertion sociale n'en sortiront jamais plus. Elles y auront vécu, parfois pendant des décennies, une accumulation de frustrations et de vexations qui ont aggravé les difficultés émotionnelles réelles avec lesquelles elles étaient aux prises et qu'on devait les aider à surmonter. À Pinel, comme dans tout le réseau québécois de la psychiatrie, il faut explorer des avenues autres que la médication, améliorer la capacité d'écoute des équipes soignantes et associer davantage les personnes concernées à l'élaboration de leurs traitements. En d'autres termes, délaisser l'approche autoritariste traditionnelle pour miser davantage sur les forces des personnes, sur leurs talents et sur leur motivation à acquérir le maximum d'autonomie.

Moins d'un mois après la publication de *Les fous crient au secours*, le gouvernement Lesage mettait en place une commission d'étude des hôpitaux psychiatriques, la Commission Bédard, qui a mené à des changements importants dans les conditions d'hébergement et de traitement des personnes porteuses de diagnostic en santé mentale.

Plus de 60 ans après la Commission Bédard, le gouvernement du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux devraient de nouveau prendre les moyens pour mettre un terme aux privations de droits et de dignité imposées quotidiennement aux cas complexes de Pinel et à de trop nombreux autres utilisatrices et utilisateurs de services en psychiatrie.

Jean-Charles Pagé, *Les fous crient au secours*, réédition présentée par Jérémie Dhavernas et Anaïs Dupin, Montréal, Éditions Écosociété,

Le nom de la personne a été changé pour préserver sa vie privée.

« La Commission d'examen des troubles mentaux relève du Tribunal administratif du Québec. Elle a entre autres pour mandat d'évaluer « l'importance du risque que représente une personne accusée [d'un délit criminel] pour la sécurité du public, en fonction, notamment, de son état. Elle décide si la personne doit être libérée, avec ou sans condition. Si elle décide que la personne doit être détenue dans un hôpital, elle fixe les mesures qui doivent être prises pour assurer la sécurité du public. » En

ligne : <https://www.taq.gouv.qc.ca/fr/sante-mentale/commission-d-examen-des-troubles-mentaux/role>

En ligne : <https://pinel.qc.ca/qui-sommes-nous/>

Ibid.

Obtenir la revue

La revue Droits & libertés est publiée deux fois par année. Il y a 3 façons de l'obtenir, en format imprimé ou numérique.

Devenir membre

En devenant membre de la Ligue des droits et libertés, vous recevez la revue gratuitement 2 fois par année. La Ligue accepte l'adhésion quel que soit la somme versée.

Bouton devenir membre :

Je deviens membre

Abonnement

Votre abonnement permet de soutenir une revue qui alimente la réflexion sur différents enjeux de droits humains. Tarif annuel : Individu (15\$) et organisation (30\$), frais de poste inclus.

Bouton abonnement :

Je m'abonne

Achat

Voici les tarifs pour l'achat d'un numéro.

Bouton achat numérique :

Version numérique

8 \$ par exemplaire.

Bouton achat papier :

Version imprimée

11\$ par exemplaire, frais de poste inclus.

Obtenez un rabais à la commande de plusieurs exemplaires.

Écrivez-nous à info@liguedesdroits.ca

Bouton nouvelle précédent :

Article précédent

Pour l'interdiction des interpellations policières une bonne fois pour toute

Pied de page :

Menu :

[Accueil](#)

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

Donner

S'informer

Pour l'interdiction des interpellations policières une bonne fois pour toute

<https://liguedesdroits.ca/pour-linterdiction-des-interpellations-policieres-une-bonne-fois-pour-toute/>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Body :

Héro :

Pour l'interdiction des interpellations policières une bonne fois pour toute

La Ligue des droits et libertés salue ce jugement déterminant dans la lutte au profilage racial à Montréal. Pour le respect des droits humains, c'est maintenant à la Ville de Montréal d'agir en interdisant les interpellations policières, une bonne fois pour toute!

04 septembre 2024

Communiqués

La Ville de Montréal condamnée pour profilage racial systémique

Pour l'interdiction des interpellations policières une bonne fois pour toute

Montréal, le 4 septembre 2024 — La Ligue des droits et libertés (LDL) salue la décision rendue par la juge Dominique Poulin de la Cour supérieure ainsi que la démarche d'action collective intentée par la Ligue des Noirs du Québec et M. Alexandre Lamontagne pour faire valoir le droit à l'égalité et à la dignité des personnes racisées et faire cesser les pratiques policières discriminatoires.

Le Tribunal conclut au caractère systémique du profilage racial à Montréal (par. 37) et déclare que la Ville « est elle-même fautive, en ce qu'elle contribue au profilage racial occasionné par sa procédure d'interpellation » (par. 9). Le Tribunal affirme

également que la Ville « contribue au phénomène du profilage racial en demandant à ses policiers de faire de la prévention et de procéder à des interpellations, dans un contexte de racisme systémique [...] » (par. 11).

Par ailleurs, la pratique des interpellations au sein du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a fait l'objet de deux récents rapports de recherche en 2019 et en 2023 (Armony et al.). Dans le second rapport, rendu public en juin 2023 par le SPVM, les chercheur-euse-s formulent une seule et unique recommandation rejetée du revers de la main par le directeur Fady Dagher : un moratoire sur les interpellations.

Depuis février 2023, la LDL et plus de 90 organisations exigent l'interdiction de cette pratique arbitraire.

La LDL rappelle que les policiers n'ont pas le pouvoir au Québec de faire des interpellations en vertu de la loi ou de la common law. Les interpellations policières bafouent les droits et libertés de toute personne et sont une source connue et documentée de profilages racial et social systémiques. Les populations autochtones, noires, racisées et en situation de marginalité sont visées de manière disproportionnée par cette pratique qui porte atteinte à leur dignité.

« La Ligue des droits et libertés salue ce jugement déterminant dans la lutte au profilage racial systémique à Montréal. Pour le respect des droits humains, c'est maintenant à la Ville de Montréal d'agir en interdisant les interpellations policières, une bonne fois pour toute ! » déclare Lynda Khelil, porte-parole de la LDL

La LDL exhorte la Ville de Montréal à ne pas faire appel de ce jugement et à y donner suite de façon urgente en interdisant aux policiers du SPVM de faire des interpellations.

Faits saillants

Une interpellation (street check) est un contrôle d'identité arbitraire dans l'espace public. C'est une situation où un policier tente d'obtenir l'identité d'une personne et de recueillir des informations auprès d'elle, alors que la personne n'a aucune obligation légale de s'identifier, ni de répondre aux questions. Les informations peuvent ensuite être enregistrées par le policier dans une base de données à des fins de renseignements policiers, ce qui constitue une collecte abusive d'informations. Dans le langage commun, il arrive souvent que le mot interpellation soit utilisé pour nommer tous les types d'interaction avec la police, incluant l'interception d'automobilistes, l'arrestation ou la détention. Cette situation est souvent une cause de confusion dans le débat public sur les interpellations.

Pied de page :

Menu :

[Accueil](#)

[Luttes](#)

[Équipe](#)

[Nouvelles](#)

[À propos](#)

[Contact](#)

[FAQ](#)

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

Donner

S'informer

Bouton nouvelle précédent :

Article précédent

États généraux de la fonction publique du Québec

Bouton nouvelle suivant :

Article suivant

Pinel : Les cas complexes crient au secours !

États généraux de la fonction publique du Québec

<https://liguedesdroits.ca/etats-generaux-de-la-fonction-publique-du-quebec/>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Body :

Héro :

États généraux de la fonction publique du Québec

Dans le contexte du virage numérique, de la dématérialisation des services gouvernementaux et de l'implantation de l'intelligence artificielle, plusieurs enjeux de droits humains font surface. Il importe d'agir dans la perspective d'éliminer les obstacles existants et en ce sens, le virage numérique ne doit pas créer ou accentuer des obstacles pour les personnes qui transigent avec l'État.

28 août 2024

Mémoire et représentations

Présentation de la Ligue des droits et libertés

Fondée en 1963, la Ligue des droits et libertés (LDL) est un organisme à but non lucratif, indépendant et non partisan, qui vise à faire connaître, à défendre et à promouvoir l'universalité, l'indivisibilité et l'interdépendance des droits reconnus dans la Charte internationale des droits de l'Homme. La Ligue des droits et libertés est affiliée à la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH).

La LDL poursuit, comme elle l'a fait tout au long de son histoire, différentes luttes contre la discrimination et contre toute forme d'abus de pouvoir, pour la défense des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Son action a influencé plusieurs politiques publiques et a contribué à la création d'institutions vouées à la défense et à la promotion des droits humains, notamment l'adoption de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne du Québec et la création de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ).

Contexte

Depuis des années, la LDL s'intéresse à la protection de la vie privée et à la surveillance des populations, tant par l'État que par les entreprises privées. L'intrusion du numérique dans toutes les facettes de nos vies a permis une cueillette de données sans précédent qui touche tous les champs d'activités. Ces données sont utilisées, notamment, à des fins de surveillance et de contrôle, pour analyser et influencer les comportements. Cette masse immense de données est traitée par des systèmes de décision automatisés (SDA) qui placent les individus dans des catégories qui leur sont favorables ou défavorables. Les algorithmes derrière ces SDA sont opaques et souvent biaisés.

L'intelligence artificielle pose donc des questions qui dépassent le droit à la vie privée. Elle est susceptible d'affecter l'ensemble des droits humains. La surveillance extrême des individus (par des entreprises privées et par l'État) peut altérer le libre arbitre, réduire l'autonomie des personnes et compromettre le droit à l'égalité, la liberté d'expression, la liberté d'association et la démocratie. Le manque d'encadrement de cette technologie est patent et son utilisation par l'État soulève de nombreuses inquiétudes.

Nous remercions le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec de son invitation à contribuer aux consultations dans le cadre des États généraux de la fonction publique du Québec.

Dans le cadre de notre présente contribution, nous limiterons notre champ d'intervention à l'axe 3 du document de consultation, qui s'intéresse à la dématérialisation et à la transformation numérique.

1. Accès aux services fournis par la fonction publique

En ce qui concerne la question 3.c) du document de consultation, Comment assurer le meilleur accès possible aux services fournis par la fonction publique? Comment assurer que les services qui sont offerts puissent être qualifiés de « services de proximité »?, ledit document de consultation indique :

La fonction publique procède depuis quelques années à un virage numérique. Les services gouvernementaux sont de plus en plus numérisés, les demandes citoyennes sont de plus en plus traitées par des logiciels, et une diminution de l'offre de service en personne a été constatée dans divers ministères et organismes.

[...] l'engouement généré par le virage numérique à la CNESST a justifié de nouvelles barrières d'accès pour des services en personne dans les bureaux de l'organisation, et ce, pour des soucis d'économie.

La LDL souligne que pour plusieurs citoyen-ne-s, il peut être ardu de s'adresser à l'administration pour remplir ses obligations, s'informer de ses droits ou réclamer une prestation. Le virage numérique gouvernemental peut constituer un obstacle additionnel. Comme l'affirme le Protecteur du citoyen dans son rapport 2022-2023 : « il existe un véritable fossé entre, d'une part, les services mis en ligne et, d'autre part, les personnes qui éprouvent des problèmes d'accès à ces modes de communication. »[1]

Problème de littératie ou de littératie numérique (souvent associés), difficulté d'accès à un ordinateur, mauvaise connexion internet, méconnaissance des bonnes pratiques en matière de confidentialité et de sécurité des réseaux, barrière de langue (par exemple pour les travailleur-euses étrangers temporaires); le passage au numérique peut s'avérer délétère pour de nombreux groupes déjà vulnérables. Ainsi, selon l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) :

De façon générale, les écrits consultés expliquent la plupart des inégalités d'accès par des obstacles d'ordre économique liés au revenu ainsi que par l'inaccessibilité des services de télécommunication sur certains territoires.[2]

Il est donc essentiel de maintenir l'accès à des services en personne de qualité et réellement disponibles. Ce serait un grave déni de justice si le passage au numérique érigeait de nouveaux obstacles à l'exercice des droits des citoyen-ne-s ou à l'accès à l'information gouvernementale. En effet, plusieurs des services fournis par la fonction publique participent directement ou indirectement de

l'exercice des droits humains dont sont titulaires tous les citoyen-ne-s. Ainsi il importe d'agir dans la perspective d'éliminer les obstacles existants et en ce sens, le virage numérique ne doit pas créer ou accentuer des obstacles.

2. Responsabilité des autorités publiques face aux décisions automatisées

En ce qui concerne la question 3. d) du document de consultation, Comment assurer la responsabilité des autorités publiques lorsque les décisions concernant des citoyen-ne-s sont effectuées partiellement ou complètement de manière automatique?, la LDL insiste sur la possibilité de s'opposer à la prise de décision automatisée ainsi que sur les obligations légales de transparence et d'explication.

La Loi 25 (projet de loi 64) a modifié la Loi sur l'accès à l'information par l'ajout d'un article 65.2. Il édicte qu'un organisme public qui utilise des renseignements personnels (RP) afin que soit rendue une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé de ceux-ci doit en informer la personne concernée. L'organisme doit aussi, sur demande, informer celle-ci des renseignements personnels utilisés et des principaux facteurs et paramètres ayant mené à la décision. La personne concernée pourra aussi présenter ses observations à un membre du personnel de l'organisme public en mesure de réviser la décision. Tout ceci est nettement insuffisant.

La LDL avait critiqué cette procédure dans le cadre de son mémoire sur le PL 64. Nous réclamions et réclamons toujours un droit d'opposition à la prise de décision automatisée. Comme le signale le Commissaire à la protection de la vie privée du Canada :

Les lois de plusieurs pays prévoient le droit de ne pas être soumis à la prise de décision automatisée, ou un droit analogue de contester le traitement automatisé des données personnelles, ainsi qu'un droit de ne pas être soumis à des décisions fondées uniquement sur l'automatisation.[3]

Par ailleurs le droit personnel concédé au citoyen de connaître les « principaux facteurs et paramètres ayant mené à la décision » n'assure pas une véritable transparence des algorithmes sur le plan collectif.

Les enjeux collectifs entourant le traitement de données massives, notamment par l'État, commandent l'édiction d'obligations légales de transparence et d'explication des modes de fonctionnement des systèmes.

Transparence

De nombreux cas prouvent que des vices de conception ou l'utilisation de données historiquement biaisées peuvent conduire l'algorithme à reproduire, voire aggraver, des attitudes et comportements discriminatoires. Cela démontre l'importance de la transparence dans l'utilisation des algorithmes. Leur fonctionnement logique devrait être divulgué publiquement et de façon proactive. C'est ce que la Commission nationale de l'informatique et des libertés (France) inclut dans le principe de loyauté :

[A]lors que dans la loi Informatique et Libertés, l'information est un droit qui peut éventuellement être mobilisé par l'individu auprès du responsable de l'algorithme, avec le principe de loyauté, cette information doit d'emblée être diffusée à destination de la communauté des utilisateurs. Il n'est pas question ici de droit des utilisateurs, mais d'obligation des plateformes algorithmiques.[4]

Un système d'audit indépendant pourrait garantir que les algorithmes utilisés respectent la loi et sont exempts de biais discriminatoires.

Explicabilité

Il est essentiel de pouvoir retracer, analyser et valider les résultats d'un système d'intelligence artificielle (IA). Il convient en outre que la conformité du système (respect des droits humains, de la vie privée et autres obligations légales) puisse faire l'objet d'un contrôle.

Une thèse veut que les algorithmes utilisés en apprentissage automatique (machine learning) génèreraient des décisions indéchiffrables. Ce n'est pas un argument défendable selon la LDL. Dans la mesure où des décisions affectant les personnes sont prises sur la base de ces algorithmes, il est essentiel que les raisonnements sous-jacents soient compréhensibles, que les responsabilités soient clairement définies et qu'un droit de recours existe. Autrement dit : « Si des entreprises prétendent que leurs algorithmes sont trop complexes pour être révélés, les autorités devraient interdire l'utilisation des informations qui en résultent.[5] »

Dans un récent avis sur l'intelligence artificielle et son impact sur les femmes, le Conseil du statut de la femme souligne :

[I]l est prescrit de mettre en place des exigences d'explicabilité des SIA de façon à favoriser la compréhension de leurs résultats (Guillaud, 2019). Dans cette optique, les organisations devraient « justifier » leur utilisation d'un SIA et transmettre de l'information claire et accessible au sujet des données utilisées (Zou et Schiebinger, 2018), des objectifs poursuivis (Conseil jeunesse de Montréal, 2021; UNESCO, 2020), des limites du SIA (UNESCO et Mila, 2023), de ses risques d'erreurs (London, 2019) et de ses conséquences potentielles (UNESCO et Mila, 2023). L'explicabilité jouerait d'ailleurs un rôle clé pour contester des décisions algorithmiques injustes (Pégny et Ibnouhsein, 2018).[6]

Le cadre établi par la Loi sur l'accès à l'information (LAI) en matière de Système décisionnel automatisé (SDA) ne remplit nullement ces exigences de transparence et d'explicabilité. Faute d'un encadrement robuste des algorithmes, le risque de voir se multiplier les décisions biaisées, discriminatoires ou autrement non fondées et dont les résultats sont inexplicables est bien réel. Cela est incompatible avec un état de droit.

3. Autres enjeux soulevés

En ce qui concerne la question 3. E) du document de consultation, Quels autres enjeux sont soulevés par l'utilisation de l'intelligence artificielle au sein de la fonction publique?, la LDL souhaite aborder brièvement le droit à la vie privée, le stockage de données à l'extérieur du Québec et l'absence de consultations.

Droit à la vie privée

En juin 2019, le gouvernement du Québec publiait sa Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023. Premier jalon en vue d'une numérisation des services publics « de bout en bout », la stratégie affirmait vouloir placer les citoyen-ne-s « au centre de l'évolution des services, des programmes et des politiques ». Depuis, les projets de loi se sont accumulés pour concrétiser cette stratégie, notamment par une révision des régimes de protection des renseignements personnels en vigueur au Québec : projet de loi 14 (transformation numérique de l'administration publique); projet de loi 95 (ressources informationnelles des organismes publics); projet de loi 64 (réforme des lois de protection des renseignements personnels secteur public et privé, devenu Loi 25); projet de loi 3 (renseignements de santé, devenu Loi 5).

Une constante se dégage: ces lois libéralisent l'utilisation et la communication de RP sans consentement, ce qui n'est « pas de nature à accroître le contrôle du citoyen sur les renseignements qui le concernent »[7]. Il s'agit au contraire d'une atteinte au droit de contrôle des individus sur leurs renseignements personnels, un aspect important de la vie privée, comme le reconnaît la Cour suprême :

« [L]e droit revendiqué par des particuliers, des groupes ou des institutions de déterminer eux-mêmes le moment, la manière et la mesure dans lesquels des renseignements les concernant sont communiqués » (Tessling, par. 23, citant A. F. Westin, *Privacy and Freedom* (1970), p. 7). Autrement dit, cet aspect du droit à la vie privée concerne « l'autodétermination informationnelle. »[8]

Le gouvernement numérique est donc mis en place au prix d'une sérieuse atteinte au droit à la vie privée.

Une autre inquiétude concerne l'usage de la biométrie qui semble se répandre au sein du gouvernement québécois. En 2020, la Sûreté du Québec concluait un contrat avec la société Idemia pour une « solution d'empreintes digitales et de reconnaissance faciale en mode infonuagique privé ». En 2022, la Société de

l'assurance automobile du Québec (SAAQ) annonçait adopter elle aussi cette technologie, apparemment pour « faire le ménage » de sa banque de photos. L'extension pro-jetée de cette technologie à l'identifiant numérique en voie de création par Québec démontre l'insouciance du gouvernement quant aux risques que fait planer cette technologie sur la vie privée et la démocratie.

Comme le signalent les commissaires à la vie privée du Canada :

Si elle est utilisée de manière inappropriée, la technologie de reconnaissance faciale peut donc avoir des effets durables et sérieux sur la vie privée et sur d'autres droits fondamentaux. Cela inclut des préjudices subis par certaines personnes dont les renseignements personnels peuvent être recueillis, utilisés ou communiqués, mais aussi des préjudices pour les groupes et les communautés et des préjudices sociétaux plus généraux qui découlent de la plus grande capacité des autorités à surveiller les espaces physiques et numériques dans lesquels les citoyens interagissent. Il peut être difficile de limiter cette plus grande capacité de surveillance une fois qu'elle est enclenchée[9] .

Stockage des données à l'extérieur du Québec ou par des entreprises étrangères

La décision du gouvernement du Québec de faire appel au secteur privé pour l'hébergement des données publiques est particulièrement préoccupante[10]. Cette privatisation des données présente bien des dangers : risques accrus de fuites; perte de contrôle sur les données et les coûts d'hébergement; perte d'expertise et dépendance de l'État envers le privé. Le recours aux géants américains du Web, tels que Google, Amazon et Microsoft, pour l'hébergement des données ajoute aux inquiétudes, le Clarifying Lawful Overseas Use of Data Act (Cloud Act) permettant aux autorités américaines d'accéder aux données hébergées (en infonuagique) par un fournisseur américain, peu importe où elles sont stockées.[11]

Absence de consultation

Le virage vers un gouvernement numérique n'a fait l'objet d'aucune consultation auprès de la population. Comme si la question se passait de débat, que l'avenir numérique était forcément radieux et que toute objection était irrecevable. Cela n'est pas acceptable.

Comme le souligne Fatima Gabriela Salazar Gomez :

Les autorités ont déjà pris la décision de développer des systèmes d'IA dans de nombreux domaines. La population n'est pas consultée et n'a pas de prise pour s'opposer à l'implantation de systèmes d'IA dans certains domaines et être entendue. Or, quand on sait que certaines utilisations de l'IA vont avoir des conséquences concrètes sur la vie des gens, par exemple dans le domaine de la justice, de l'immigration ou de l'emploi, on devrait pouvoir se poser la question « Veut-on véritablement de systèmes d'IA pour soutenir ou automatiser des prises de décisions dans ces domaines? [12]

Le projet de Service québécois d'identité numérique (SQIN), en préparation depuis des années par le ministre de la cybersécurité, offre un bel exemple de l'opacité entourant les projets gouvernementaux.

Ainsi, le 24 octobre 2022, les commissaires à la protection de la vie privée de tout le Canada publiaient une résolution concernant les systèmes d'identité numérique. Elle énonce les exigences que devraient respecter les gouvernements en la matière. Au Québec, la Commission d'accès à l'information, signataire de la résolution commune, précisait dans un communiqué que « le gouvernement doit faire preuve de transparence à toutes les étapes de la réalisation du projet d'identité numérique en sollicitant la participation citoyenne par des consultations élargies, comme l'ont fait certaines provinces »[13].

Or, force est de constater que le projet SQIN se développe actuellement sans débat public, et qu'à plusieurs égards, il ne respecte pas les exigences de la résolution en raison d'une éventuelle utilisation de la biométrie, d'une absence de consultation publique et d'une absence d'encadrement légal précis.

Comme l'affirment Karine Gentelet et Sandrine Lambert :

Il est en effet souhaitable de décider collectivement des domaines d'application de l'IA et des limites sociétales à imposer pour ne pas empiéter sur un certain nombre de droits de la personne. Il est également requis de réfléchir collégialement à sa mise en œuvre pour tendre vers l'équité et la justice sociale. Il faut contrer cette obligation de prendre le virage numérique à tout prix et à toute vitesse, afin d'éviter la sortie de route. S'il y a une urgence, c'est celle de ralentir et de faire émerger des conditions favorables à la participation des citoyens. Ainsi, il sera possible de trouver des réponses inclusives à des problématiques numériques qui demeurent avant tout sociales.[14]

La LDL tient donc à souligner qu'à la lumière des enjeux que soulève l'utilisation des technologies de l'intelligence artificielle par l'État en matière de respect des droits humains, une discussion publique et éclairée sur le virage numérique du gouvernement et l'utilisation de l'intelligence artificielle s'impose.

[1] Protecteur du citoyen., Rapport annuel 2022-2023, p.13. En ligne : <https://protecteurducitoyen.qc.ca/fr/enquetes/rapports-annuels/2022-2023>

[2] Institut national de santé publique du Québec, « Inégalités d'accès et d'usage des technologies numériques : un déterminant préoccupant pour la santé de la population? », Juin 2021. p.4. En ligne :

<https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/3148-inegalites-acces-usage-technologies-numeriques.pdf>

[3] Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, « Consultation sur les propositions du Commissariat visant à assurer une réglementation adéquate de l'intelligence artificielle », 13 mars 2020. En ligne : https://www.priv.gc.ca/fr/a-propos-du-commissariat/ce-que-nous-faisons/consultations/consultations-terminees/consultation-ai/pos_ai_202001/

[4] Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL). COMMENT PERMETTRE À L'HOMME

DE GARDER LA MAIN ? Les enjeux éthiques des algorithmes et de l'intelligence artificielle. Décembre 2017. p.49

https://cnil.fr/sites/cnil/files/atoms/files/cnil_rapport_garder_la_main_web.pdf

[5] Frank Pasquale, « Mettre fin au trafic des données personnelles », Le Monde diplomatique, mai 2018, pp. 16-17. <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/05/PASQUALE/58653>

[6] Conseil du statut de la femme, « Intelligence artificielle. Des risques pour l'égalité entre les hommes et les femmes », Avis, 2023, p.20. En ligne :

https://csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/Avis_intelligence_artificielle.pdf

[7] Commission d'accès à l'information, « Projet de loi no 64, Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels », Mémoire, 29 septembre 2020, p.40. En ligne :

https://www.cai.gouv.qc.ca/uploads/pdfs/CAI_ME_PL-64.pdf

[8] R. c. Bykovets. 2024 CSC 6. [https://decisions.scc-csc.ca/scc-csc/scc-csc-fr/item/20302/index.do](https://decisions.scc-csc.ca/scc-csc/scc-csc/fr/item/20302/index.do)

[9] Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, « Document d’orientation sur la protection de la vie privée à l’intention des services de police relativement au recours à la reconnaissance faciale », par.14. En ligne : https://www.priv.gc.ca/fr/sujets-lies-a-la-protection-de-la-vie-privee/surveillance/police-et-securite-publique/gd_rf_202205/

[10] Dominique Cambron-Goulet, « Les contrats accordés par Québec et Ottawa à Amazon ont explosé », 1er avril 2022. En ligne : <https://www.journaldemontreal.com/2022/04/01/les-contrats-damazon-ont-explose>

[11] Henri-Paul Rousseau, « La souveraineté numérique en agroalimentaire au Canada et au Québec », CIRANO,

16 février 2021. En ligne : <https://cirano.qc.ca/files/publications/2021PE-03.pdf>

[12] Entrevue avec Fatima Gabriela Salazar Gomez par Lynda Khelil, responsable de la mobilisation à la Ligue des droits et libertés, « Quelle place pour le droit de dire non à l’intelligence artificielle? », revue Droits et libertés, Printemps-Été 2022. En ligne : <https://liguedesdroits.ca/quelle-place-pour-le-droit-de-dire-non-a-lintelligence-artificielle/>

[13] Commission d’accès à l’information. « Identité numérique au Canada : les organismes de surveillance demandent aux gouvernements d’assurer le droit à la vie privée et la transparence dans leurs projets et systèmes ». 24 octobre 2022. En ligne : <https://www.cai.gouv.qc.ca/actualites/identite-numerique-canada-organismes-surveillance-demandent-gouvernements-assurer-droit-vie-privee-et-transparence-dans-projets-et-systemes>

[14] The conversation. La justice sociale : l'angle mort de la révolution de l'intelligence artificielle. 14 juin 2021. <https://theconversation.com/la-justice-sociale-langle-mort-de-la-revolution-de-lintelligence-artificielle-160579>

Pied de page :

Menu :

Accueil

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

Donner

S'informer

Bouton nouvelle précédent :

Article précédent

Contre vents et marées : liens avec un proche incarcéré

Bouton nouvelle suivant :

Article suivant

Pour l'interdiction des interpellations policières une bonne fois pour toute

Contre vents et marées : liens avec un proche incarcéré

<https://liguedesdroits.ca/contre-vents-et-marees-liens-avec-un-proche-incarcere/>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Body :

Héro :

Contre vents et marées : liens avec un proche incarcéré

Confrontées à des obstacles majeurs pour maintenir les liens avec leur proche incarcéré-e, les familles doivent lutter pour être reconnues et faire valoir leurs droits. Leurs vécus et leurs expériences révèlent les lacunes et les injustices d'un système carcéral indifférent à leurs souffrances.

28 août 2024

Revue Droits et libertés

Contre vents et marées : liens avec un proche incarcéré

Sophie Maury, directrice générale de Relais Famille

La réinsertion sociale est au cœur de la Loi sur le système correctionnel du Québec¹. Elle est à la fois l'un des mandats des services correctionnels (article 3) mais également l'un des principes généraux guidant ses actions (article 1). Divers programmes et services sont utilisés pour remplir ce mandat, notamment des droits de visites, des droits d'appel ou encore des permissions de sortie, avec pour objectif de maintenir les liens familiaux et sociaux de la personne incarcérée. Ainsi, sur papier, les services correctionnels québécois témoignent de l'importance de l'entourage dans la réhabilitation sociale de la personne incarcérée. Dans les faits pourtant, il en est tout autrement. Les familles parcourent un long chemin semé d'embûches pour maintenir les liens avec leur proche incarcéré. Mais malgré tout, face à un système carcéral inflexible, elles se tiennent debout, avancent et gardent espoir.



Avoir un proche incarcéré et vouloir maintenir les liens avec celui-ci, c'est se livrer à un véritable parcours du combattant. C'est voir sa vie voler en éclats et n'avoir plus aucun repère ni contrôle. C'est ressentir honte et culpabilité tout en étant jugé et étiqueté.

Du jour au lendemain, vous êtes confrontés à un système qui vous est inconnu et qui ne va pas vous épargner. Vous êtes face à un rouleau compresseur qui n'a pas – ne prend pas – le temps de vous familiariser avec ses codes et son langage. Vous devez tout apprendre, et vite. Et même si vous connaissez le système, les règles peuvent changer sans préavis ni explications.

« Avant on avait droit à deux entrées par année [pour les vêtements] maintenant c'est une. J'ai aucune idée pourquoi. Et ça, c'est à Bordeaux car à Rivière-des-Prairies (RDP) c'est resté deux. » – **Mère 1**

Vous allez vivre ce qu'on appelle « l'expérience carcérale élargie 2 ». Cela signifie que la sentence de la personne incarcérée s'étend au-delà des murs de la prison pour venir affecter la vie entière de sa famille. Même s'il n'a commis aucun acte répréhensible, l'entourage subit lui aussi, en quelque sorte, une privation de liberté. Le prix à payer pour les familles est élevé, aussi bien sur le plan émotionnel que sur le plan physique ou financier.

« [...] On continue à tous les jours de s'occuper de nos affaires, de la maison, notre travail... on doit en plus s'occuper de leurs affaires... Je veux bien mais je manque de souffle... » – **Conjointe 1**

La voix des familles des personnes incarcérées n'est pas vraiment entendue. Elle est, de toute façon, rarement écoutée. Souvent, ces familles ne veulent pas prendre la parole pour exprimer les difficultés qu'elles traversent. Non seulement elles s'inquiètent des répercussions – réelles ou non – que cela pourrait avoir sur leur proche incarcéré (interdit de visite, temps en isolement...) mais elles ne savent pas non plus vers qui se tourner pour dénoncer des atteintes à leurs droits et à ceux de leur proche à l'intérieur.

« Je veux les aider les pauvres... être leur voix... je sais pas comment m'y prendre...
[...] Qu'est-ce que je peux faire ??? » – **Conjointe 1**

Aussi, beaucoup de familles ne dévoilent pas l'incarcération de leur proche à leur entourage, la plupart du temps par peur du jugement. Elles ne veulent donc pas témoigner à visage découvert. Finalement, dans le cas où il y a une victime, elles ne souhaitent pas se mettre de l'avant et dénoncer leur situation par respect pour cette dernière et pour sa famille. Alors, même si elles sont considérées comme des victimes collatérales, elles se taisent, elles s'isolent et subissent jour après jour le dénigrement du système carcéral et de la société.

Lorsqu'une personne est incarcérée, les obstacles au maintien des liens familiaux sont nombreux et surviennent à toutes les étapes de la détention. Le premier grand obstacle à se dresser sur ce chemin sinueux est l'obtention d'un droit de visite. Il faut tout d'abord que votre proche détenu vous inscrive sur sa liste de visiteurs avant d'être autorisé par la personne responsable de l'établissement. Cette étape peut prendre plusieurs jours voire plusieurs semaines et l'attente est très difficile à vivre.

« J'ai aucune information. Quand je téléphone [à l'établissement] pour savoir [quand je recevrai l'autorisation], on ne me dit rien. » – **Mère 2**

Une fois l'autorisation reçue, la personne doit prendre rendez-vous pour pouvoir visiter son proche. Là encore, les témoignages démontrent la complexité de cette étape :

« J'ai appelé 1 063 fois en une journée avant d'avoir quelqu'un au bout de la ligne... 1 063 fois... ça fait pas de sens. » – **Mère 1**

« Nous avons eu confirmation vendredi que j'étais enfin sur sa liste comme sa conjointe... mais dix jours après toujours pas réussi à avoir un rendez- vous avec, malgré les innombrables courriels, appel, demandes en- voyées... » – **Conjointe 1**

L'obtention d'une visite tient presque du miracle. Miracle qui, malheureusement, est de courte durée. En effet, depuis la COVID-19, les familles rapportent qu'il est de plus en plus fréquent que leur visite soit annulée soit quelques heures après la confirmation de celle-ci, le jour même de la visite ou bien lorsque ces dernières sont déjà devant les portes de l'établissement. Le manque de personnel est l'explication première utilisée par les services correctionnels pour justifier de telles situations.

Même s'il n'a commis aucun acte répréhensible, l'entourage subit lui aussi, en quelque sorte, une privation de liberté. Le prix à payer pour les familles est élevé, aussi bien sur le plan émotionnel que sur le plan physique ou financier.

Cette pénurie de main d'œuvre est également invoquée lorsque le moment est venu pour les familles de remettre les effets personnels à leur proche ou lorsque les personnes incarcérées veulent appeler leurs proches à l'extérieur. Ainsi, il peut se passer plus de trois semaines avant que des familles puissent déposer des vêtements et autres objets, et ces dernières peuvent être plusieurs jours sans nouvelles de leur proche gardé en isolement cellulaire.

« Le service correctionnel du Québec se sert de l'excuse de la Covid pour enlever certains droits. Avant certaines choses étaient autorisées, maintenant ça ne l'est plus. Les livres sont maintenant interdits à Bordeaux, sans aucune raison ; même les livres à couvertures souples. Avant je pouvais déposer dix cédéroms, aujourd'hui je n'ai plus le droit qu'à cinq. » – **Mère 1**

Au-delà de ces changements qui ne font pas de sens pour les familles, chaque centre de détention a ses propres règles. Cela alourdit d'autant plus le fardeau pour l'entourage.

« À Bordeaux on n'a plus le droit de [vêtements] blancs et verts. À RDP c'est le beige qui est interdit et à Sorel il ne faut pas de haut noir. Quand ton proche est transféré, ben tu dois tout racheter. Je suis écœurée de lui acheter du linge. » – **Mère 1**

Maintenir les liens avec une personne incarcérée demande donc de réels sacrifices pour les familles. Que ce soit en ce qui concerne le temps nécessaire pour faire toutes les démarches, ou bien sur le plan financier, le tribut est lourd. Ceci entraîne des conséquences directes sur leur santé physique et mentale en plus d'avoir un impact important sur leurs propres liens sociaux.

« Mes amies ne comprennent pas pourquoi je suis encore à acheter du linge pour lui. Elles me disent d'arrêter. Elles ne comprennent pas. » – **Mère 1**

L'entraide entre les familles de personnes incarcérées est alors salvatrice et le partage d'expériences est une bouffée d'oxygène. Les proches s'aident à comprendre le fonctionnement carcéral et se prodiguent des conseils mutuels pour passer au travers de cette douloureuse épreuve.

« Lors de ma visite, une petite madame de 80 ans apportait les effets personnels de son fils. Le garde refusait presque tout sans rien lui expliquer. La pauvre madame ne comprenait pas ce qu'il fallait faire. Je suis allée la voir pour lui expliquer les choses. »

– **Mère 1**

« Me sentant très seule, isolée de mes ami-e-s et de ma famille élargie, j'ai beaucoup apprécié les échanges avec [les autres familles]. » – **Mère 3**

Acculées de tous les côtés, désespérées devant l'énorme machine qu'est l'institution carcérale, les familles demandent simplement un peu de considération et de respect. Elles ont choisi de rester là pour leur fille ou leur fils, leur conjoint-e, leur père ou leur mère ou autre ami-e. Envers et contre toutes et tous, elles se battent pour garder la tête haute, malgré les affronts et injustices subies. Elles incarnent l'espoir : l'espoir de la sortie, l'espoir de reprendre une vie de famille, l'espoir de la réinsertion sociale de leur proche.

C'est là une des grandes incohérences de l'institution carcérale : d'un côté elle fait porter une partie de la responsabilité de la réinsertion sociale aux familles et de l'autre elle invisibilise leur vécu et porte atteinte à leurs droits. Il est temps que ça change.

En ligne : <https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/s-1>

C. Touraut, La famille à l'épreuve de la prison, Paris, Presses universitaires de France, 2012.

Obtenir la revue

La revue Droits & libertés est publiée deux fois par année. Il y a 3 façons de l'obtenir, en format imprimé ou numérique.

Devenir membre

En devenant membre de la Ligue des droits et libertés, vous recevez la revue gratuitement 2 fois par année. La Ligue accepte l'adhésion quel que soit la somme versée.

Bouton devenir membre :

Je deviens membre

Abonnement

Votre abonnement permet de soutenir une revue qui alimente la réflexion sur différents enjeux de droits humains. Tarif annuel : Individu (15\$) et organisation (30\$), frais de poste inclus.

Bouton abonnement :

Je m'abonne

Achat

Voici les tarifs pour l'achat d'un numéro.

Bouton achat numérique :

Version numérique

8 \$ par exemplaire.

Bouton achat papier :

Version imprimée

11\$ par exemplaire, frais de poste inclus.

Obtenez un rabais à la commande de plusieurs exemplaires.

Écrivez-nous à info@liguedesdroits.ca

Bouton nouvelle précédent :

Article précédent

Pour l'interdiction des interpellations policières une bonne fois pour toute

Pied de page :

Menu :

[Accueil](#)

[Luttes](#)

[Équipe](#)

[Nouvelles](#)

[À propos](#)

[Contact](#)

[FAQ](#)

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

[Donner](#)

[S'informer](#)

Bouton nouvelle précédent :

Article précédent

Le Canada doit stopper de façon urgente l'exportation d'armes à destination d'Israël

Bouton nouvelle suivant :

Article suivant

États généraux de la fonction publique du Québec

Le Canada doit stopper de façon urgente l'exportation d'armes à destination d'Israël

<https://liguedesdroits.ca/le-canada-doit-stopper-de-facon-urgente-lexportation-darmes-a-destination-disrael/>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Body :

Héro :

Le Canada doit stopper de façon urgente l'exportation d'armes à destination d'Israël

Plus de 83 millions de dollars de cartouches de mortier explosives produites par une entreprise opérant au Québec, General Dynamics Ordnance and Tactical Systems Inc, seraient achetées par les États-Unis et intégrées au programme d'armement américain destiné à Israël. La Ligue des droits et libertés et la Fédération internationale des droits humains intimement le gouvernement du Canada à bloquer cette transaction ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin aux interventions militaires de l'État d'Israël dans la bande de Gaza.

27 août 2024

Droits civils et politiques

Montréal et Paris, le 27 août 2024

Le très honorable Justin Trudeau, C.P., député

Premier Ministre du Canada

Cabinet du premier ministre

80, rue Wellington

Ottawa (Ontario) K1A 0A2

justin.trudeau@parl.gc.ca

L'honorable Mélanie Joly, C.P., députée

Ministre des Affaires étrangères

Chambre des communes

Ottawa (Ontario) K1A 0A6

melanie.joly@parl.gc.ca

OBJET : Le Canada doit stopper de façon urgente l'exportation d'armes à destination d'Israël

Monsieur le Premier ministre,

Madame la ministre,

La Ligue des droits et libertés (LDL) est une organisation indépendante, non partisane et sans but lucratif, vouée à la défense des droits humains. Depuis sa création en 1963, la LDL a influencé plusieurs politiques gouvernementales et projets de loi au Québec et au Canada, en plus de contribuer à la création d'instruments voués à la défense et la promotion des droits humains, tels que la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.

La LDL est membre de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), une ONG internationale regroupant 188 organisations nationales de défense des droits humains provenant de 116 pays. Depuis 1922, la FIDH est engagée dans la défense de tous les droits humains tels que définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle compte parmi ses membres plusieurs organisations de droits humains palestiniennes et israéliennes.

Les violences extrêmes envers le peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie se poursuivent depuis octobre 2023, et c'est avec consternation que nous avons appris que plus de 83 millions de dollars de cartouches de mortier explosives produites par une entreprise opérant au Québec, General Dynamics Ordnance and

Tactical Systems Inc, seraient achetées par les États-Unis et intégrées au programme d'armement américain destiné à Israël[1], [2].

Par la présente, la Ligue des droits et libertés et la Fédération internationale des droits humains intiment gouvernement du Canada à bloquer cette transaction ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin aux interventions militaires de l'État d'Israël dans la bande de Gaza.

Dans notre lettre conjointe datée du 23 février 2024, nous exhortons le Canada à imposer un embargo immédiat sur les armes à destination d'Israël, alors que des actes génocidaires sont perpétrés contre le peuple palestinien. Rappelons également que le parlement canadien a adopté en mars dernier une motion appelant à cesser tout transfert d'armes du Canada vers Israël. Il va sans dire qu'en cohérence avec l'esprit de cette motion, il est urgent de mettre fin également à tout transfert indirect, qui transiterait via un autre pays.

Le 19 juillet dernier, la Cour internationale de Justice a rendu un avis consultatif[3] déclarant que l'occupation par Israël du Territoire palestinien occupé, composé de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et la bande de Gaza, est illégale. Cet avis énonce les obligations des autres États, y compris le Canada, en ce qui a trait aux politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, sans aucune ambiguïté (nous soulignons) :

[...] de ne pas entretenir, en ce qui concerne le Territoire palestinien occupé ou des parties de celui-ci, de relations économiques ou commerciales avec Israël qui seraient de nature à renforcer la présence illicite de ce dernier dans ce territoire ; [les États] doivent s'abstenir, dans l'établissement et le maintien de missions diplomatiques en Israël, de reconnaître de quelque manière sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé ; et prendre des mesures pour empêcher les échanges commerciaux ou les investissements qui aident au maintien de la situation illicite créée par Israël dans le Territoire palestinien occupé. [par 278]

[...] tous les États sont tenus de ne pas prêter aide ou assistance au maintien de la situation créée par cette présence. Tous les États doivent veiller, dans le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international, à ce qu'il soit mis fin à toute entrave à l'exercice du droit du peuple palestinien à l'autodétermination résultant de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé. En outre, tous les États parties à la quatrième convention de Genève ont l'obligation, dans le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international, de s'assurer qu'Israël respecte le droit international humanitaire tel que consacré par cette convention. [par 279]

De plus, comme nous le soulignons dans notre lettre précédente, la Cour internationale de Justice a ordonné en janvier 2024 des mesures conservatoires visant à protéger le peuple palestinien d'« un risque réel et imminent d'un préjudice irréparable ». En tant qu'État partie à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, le Canada a l'obligation juridique de prévenir et de punir le génocide[4]. Il s'agit d'une responsabilité juridique contraignante en vertu du droit international et de l'article 1 de la Convention, qui requiert du Canada qu'il adopte toutes les mesures nécessaires afin de faire cesser et punir les actes génocidaires perpétrés par l'État d'Israël à l'encontre du peuple palestinien.

Les exportations d'armes, de marchandises et de technologies militaires à destination d'Israël violent également le droit canadien, précisément la Loi sur les licences d'exportation et d'importation (articles 7.3 et 7.4), car il existe des preuves qu'Israël a commis et continue de commettre des violations du droit humanitaire international et du droit international des droits humains.

En tant qu'organisations de défense des droits humains dont la mission est de s'assurer du respect du droit international et des principes des droits humains, la Ligue des droits et libertés et la Fédération internationale des droits humains exhortent le Canada à bloquer sans délai le transfert d'armes produites au Canada et destinées à intégrer le programme d'armement américain pour Israël. Ce faisant, le gouvernement canadien respecterait ainsi sa propre législation, ainsi que l'esprit de la motion adoptée par le Parlement canadien le 18 mars dernier, motion en faveur de laquelle vous avez voté.

Veillez agir en conséquence, et dans le respect des obligations du Canada en matière de droits humains et de droit international,

Alexandre Petitclerc

Président

Ligue des droits et libertés (LDL)

Alice Mogwe

Présidente

Fédération internationale pour les droits humains (FIDH)

C.C.

- L'honorable Pierre Poilievre, chef de l'opposition et député de Carleton, Ontario
- Jagmeet Singh, chef du Nouveau Parti démocratique et député de Burnaby-Sud, Colombie-Britannique
- Yves-François Blanchet, chef du Bloc Québécois et député de Beloeil-Chambly, Québec
- Mme Salma Zahid, présidente du Groupe d'amitié parlementaire Canada-Palestine et députée de Scarborough-Centre, Ontario
- Son Excellence António Guterres, secrétaire général des Nations Unies
- Mme Francesca Albanese, Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, Suisse
- Mme Nadja Pollaert, directrice générale de Médecins du Monde Canada
- Mme France-Isabelle Langlois, directrice générale d'Amnistie internationale Canada Francophone

[1] La Presse, Des munitions fabriquées au Québec à Israël? Le gouvernement canadien muet, 21 août 2024, en ligne : <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2024-08-21/guerre-entre-israel-et-le-hamas/des-munitions-fabriquees-au-quebec-a-israel-le-gouvernement-canadien-muet.php>

[2] US Defence Security Cooperation Agency, communiqué de presse du 13 août 2024, Israel – M933A1, 120mm High Explosive Mortar Cartridges, en ligne : Israel – M933A1 120mm High Explosive Mortar Cartridges | Defense Security Cooperation Agency (dsca.mil)

[3] Cour internationale de Justice, « Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d’Israël dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est », avis consultatif émis le 19 juillet 2024, en ligne : <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/186/186-20240719-adv-01-00-fr.pdf>

[4] Article premier de la Convention internationale de prévention et de répression du crime de génocide de 1948 ratifiée par le Canada en 1952.

Pied de page :

Menu :

Accueil

Luttes

Équipe

[Nouvelles](#)

[À propos](#)

[Contact](#)

[FAQ](#)

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

[S'informer](#)

[Donner](#)

Bouton nouvelle précédent :

Article précédent

Haine et panique morale au croisement de la transphobie et de la domination adulte. – Les formes de résistance 3/3

Bouton nouvelle suivant :

Article suivant

Contre vents et marées : liens avec un proche incarcéré

Haine et panique morale au croisement de la transphobie et de la domination adulte. – Les formes de résistance 3/3

<https://liguedesdroits.ca/haine-et-panique-morale-au-croisement-de-la-transphobie-et-de-la-domination-adulte-les-formes-de-resistance-3-3/>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Body :

Héro :

Haine et panique morale au croisement de la transphobie et de la domination adulte. – Les formes de résistance 3/3

S'il y a eu des avancées notables pour les droits des personnes trans et non binaires au Québec et au Canada, des reculs importants se font maintenant sentir tout comme des démonstrations de haine. Dans cette série de trois carnets, nous aborderons les enjeux entourant les droits des personnes trans et non binaires.

25 juillet 2024

Carnet

Les formes de résistances possibles et actuelles

Le troisième carnet d'une série de trois, rédigés par Maël Maréchal, écrivain-e, personne enseignante et travailleuse communautaire de Montréal

Cette tribune permet d'aborder des sujets d'actualité qui sont en lien avec les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels au Québec, au Canada ou ailleurs dans le monde. Les carnets sont rédigés par des militant-e-s des droits humains et n'engagent que leurs auteurs et autrices.

Les communautés trans et non binaires, et leurs allié-e-s, s'organisent depuis longtemps afin de défendre leurs droits et leur existence, se prêter une aide mutuelle et résister aux attaques contre leur intégrité. Au Québec, elles sont épaulées depuis 1980 par Aide aux Trans du Québec (ATQ) et depuis 1998 par l'Action Santé Travesti(e)s et Transsexuel (le) s du Québec (ASST(e) Q). Le GRIS Montréal et la Coalition des familles LGBT+ sont deux autres organismes qui

permettent de combattre les préjugés sur ces communautés et leur permettre de fonder des familles dotées de support adéquat. Helem et Arc-en-ciel d'Afrique donnent aussi l'opportunité aux personnes arabo-queer et racisées de se rencontrer, de protéger leurs droits et de sensibiliser les gens aux problématiques qui les touchent.

Émergeant bien évidemment partout dans la population, et étant dotés d'une belle capacité à réseauter, les membres de toutes ces communautés développent une militance diverse. Les actions menées vont de la manifestation et contre-manifestation[1], aux heures de conte drag, aux cliniques de transition légales, en passant par des groupes de soutien et soupers communautaires, la grève de la faim, les entrevues données aux médias et la rédaction de manifestes, de lettres ouvertes, de romans et de poésie, de balados, de spectacle d'humour, voire l'action directe afin d'afficher leur mécontentement et leur colère et de faire respecter leurs droits.

Elles peuvent aussi compter, dans leurs luttes contre les groupes réactionnaires, sur des médias comme les jeunes podcasts « Toustes » et « Seggs » qui démystifient certains enjeux liés à leurs communautés en fournissant des informations claires et scientifiques de manière humoristique, artistique et empathique, et des chanteuses telles que Tegan et Sara qui ont rédigé récemment une lettre ouverte intitulée Artists Against Anti-Trans Legislation signée par plus de 600 artistes canadien-ne-s.

L'Association canadienne des libertés civiles (ACLC) est également une alliée : elle intente un recours judiciaire contre le projet de loi 137 du gouvernement de la Saskatchewan et contre la politique 713 du gouvernement du Nouveau-Brunswick. Certaines commissions scolaires contestent aussi la politique de ce dernier[2].

Soutenues, donc, et dotées d'une force de caractère admirable, les communautés trans et non binaires, bien qu'elles soient confrontées à une recrudescence de la haine à leur égard, sont plus présentes que jamais et se mobilisent constamment avec force et intelligence pour contrer simultanément les éléments les plus dangereux à leur existence et la désinformation qui les soutiennent, et, surtout,

soutenir et écouter les plus jeunes afin qu’iels bénéficient de meilleures conditions d’existence et qu’iels puissent choisir celles qui les feront s’épanouir.

Consulter les autres textes

Carnet 1 /3 – Comment s’en sortir?

Carnet 2 /3 – Les causes du ressac

[1] La One million March for Children a été contrée dans chacune des villes où ses partisan·es se sont manifesté·es par des personnes des communautés 2ELGBTQIA+ et leurs allié·es.

[2] Voir le texte de Pascal Raiche-Nogue du 9 juillet 2023, « Politique 713 : le conflit entre le ministre et un district anglophone s’envenime » : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2086918/dsae-gouvernement-guerre-ouverte-nb>

Pied de page :

Menu :

Accueil

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

S'informer

Donner

Bouton nouvelle précédent :

Article précédent

Haine et panique morale au croisement de la transphobie et de la domination adulte. – Les causes du ressac 2/3

Bouton nouvelle suivant :

Article suivant

Le Canada doit stopper de façon urgente l'exportation d'armes à destination d'Israël

Haine et panique morale au croisement de la transphobie et de la domination adulte. – Les causes du ressac 2/3

<https://liguedesdroits.ca/haine-et-panique-morale-au-croisement-de-la-transphobie-et-de-la-domination-adulte-les-causes-du-ressac/>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Body :

Héro :

Haine et panique morale au croisement de la transphobie et de la domination adulte. – Les causes du ressac 2/3

S'il y a eu des avancées notables pour les droits des personnes trans et non binaires au Québec et au Canada, des reculs importants se font maintenant sentir tout comme des démonstrations de haine. Dans cette série de trois carnets, nous aborderons les enjeux entourant les droits des personnes trans et non binaires.

25 juillet 2024

Carnet

Les causes du ressac

Le deuxième carnet d'une série de trois, rédigés par Maël Maréchal, écrivain-e, personne enseignante et travailleuse communautaire de Montréal

Cette tribune permet d'aborder des sujets d'actualité qui sont en lien avec les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels au Québec, au Canada ou ailleurs dans le monde. Les carnets sont rédigés par des militant-e-s des droits humains et n'engagent que leurs auteurs et autrices.

Depuis septembre 2023, on entretient une panique morale, et médiatique par rapport aux personnes trans et non binaire, panique qui est alimentée par une montée de l'intolérance aux États-Unis qui s'est manifestée par le passage de 435 lois anti-trans en 2023, mais aussi par la désinformation propagée par divers mouvements réactionnaires radicalisés depuis qu'ils se sont opposés aux mesures sanitaires et aux vaccins. En plus des personnes conservatrices religieuses, on trouve aussi des complotistes parmi les opposant-e-s aux heures de lecture de conte drag, à l'éducation sexuelle et de genre à l'école et à l'usage des néopronoms.

Le ressac est aussi alimenté par de vieilles inquiétudes de la droite qu'on fait renaître de leurs cendres. Dans les années 1980, on s'inquiétait des gais et lesbiennes et de leur influence possible sur les enfants. Aujourd'hui, on a seulement changé d'épouvantail : ce sont les personnes trans dont on s'inquiète. Il faut dire aussi que ce ressac s'ancre assurément aussi dans la peur tenace de la contagion associée aux personnes 2ELGBTQIA+ depuis l'arrivée du SIDA. Le ressac est aussi dû à la popularité grandissante du concept pourtant infondé et problématique du Rapid-Onset Gender Dysphoria (ROGD) de Lisa Littman qui associe la hausse des personnes s'identifiant comme trans à une contagion sociale, ce qui a notamment été déconstruit par la juriste et bioéthicienne Florence Asley[1]. L'impact qu'ont les TERFs (des féministes radicales discriminant les personnes trans), dont l'autrice d'Harry Potter qui dispose d'un auditoire très large, n'est pas négligeable non plus, particulièrement en Angleterre où le rapport Cass, une étude sur les pratiques médicales auprès des jeunes trans, qui vient d'être soumise le 9 avril 2024 au gouvernement britannique, discrédite les recherches trans affirmatives, préconise le rejet de l'autonomie corporelle des personnes trans jusqu'à 25 ans ainsi que celles neurodivergentes et recommande de sévères limitations médicales à la transition sociale.

Ce ressac se fait aussi malheureusement sentir dans le manque de rigueur journalistique qu'on retrouve au Québec. Le reportage d'Enquête intitulé « Trans

Express » en est un exemple frappant. Il s'agit d'une production clairement tendancieuse. Contrairement à ce qu'on y affirme, des standards sociaux et méthodes médicales existent afin de conseiller les personnes trans dans leur parcours. Elles sont émises par le World Professional Association for Transgender Health (WPATH) et sont suivies notamment par le GRS Montréal où sont pratiquées des chirurgies d'affirmation du genre, l'association professionnelle canadienne pour la santé transgenre/Canadian Professional Association for Transgender Health (APCST/CPATH) et l'European Professional Association for Transgender Health (EPATH). Dans ce reportage, on s'est beaucoup indigné de la vitesse à laquelle une personne de 14 ans, une comédienne embauchée par Radio-Canada, a réussi à obtenir des hormones. À mon sens, on devrait plutôt s'en réjouir, car cela veut dire qu'on a 1) valorisé l'autodétermination de cette jeune personne sans poser sur elle le regard condescendant de la domination adulte et 2) suivi les données scientifiques de l'approche trans affirmative qui montrent que plus la puberté non désirée s'installe chez une personne trans, plus elle cause des troubles graves sur le mental. D'ailleurs une lettre ouverte rédigée par des spécialistes de l'approche trans affirmative est sortie dans la presse dans la foulée de ce reportage pour remettre les pendules à l'heure et éviter la désinformation[2].

Outre ce reportage, un article récent de Radio-Canada accuse ce même manque de rigueur journalistique. Il couvre la manifestation contre le comité de sage du dimanche 31 mars 2024 en affirmant que la question serait « délicate et ne fait pas l'unanimité ». Il nomme comme preuve le groupe « Ensemble pour protéger nos enfants », partisan du comité de sage du gouvernement Legault. Lorsqu'on va voir sur leur site Web — en construction —, on constate qu'il milite pour « l'intérêt supérieur de l'enfant » et propose une pétition en six points dont le cinquième prétend qu'ils ne sont ni fascistes ni complotistes. Pourtant, un tour rapide de cinq minutes dans leur galerie montre le contraire. On y relaie des photographies de manifestant-e-s de différents pays tenant des pancartes sur lesquelles on peut lire « Stop corrupting the mind of children », « My child, my choice », « Math, not masturbation » et « Let kids be kids » et notamment une image signée « Fascist Solutions » sur laquelle on semble encenser les statistiques de taux de suicide chez les personnes 2ELGBTQIA+.

La question, qui en est une de droits humains et de droits des enfants[3], n'est pas délicate du tout. Accorder du crédit aux discriminations entretenues par un groupe

en les faisant passer pour des opinions est des errements dangereux qui a des influences néfastes et bien réelles (insultes, discriminations à l'emploi, au logement, aux soins de santé, perte du milieu familial et amical) sur les personnes concernées qui méritent de vivre sans entendre quotidiennement que leur existence doit être débattue dans l'espace public ou surveillée et prise en charge par des prétendu-es « sages » qui n'ont d'ailleurs aucune expertise sur leur vécu (on se demande aussi ce qui fait leur sagesse et pourquoi on a soudainement besoin de sages au Québec).

C'est comme si on tentait de faire des personnes trans et non binaires des personnes mineures, qu'on tentait de les prendre en charge pour leur propre bien... tiens-donc. Toute cette panique morale, entretenue notamment par des politicien-ne-s opportunistes pour faire avancer leur agenda conservateur et des chroniqueuses et chroniqueurs peu scrupuleux, renforce malheureusement les croyances infondées de plusieurs personnes de la population. Cela entraîne une croyance erronée que des personnes enseignantes prescrivent des bloqueurs de puberté et des hormones à leurs enfants ou que l'accès à celles-ci soient faciles alors qu'il faut ordinairement attendre des mois afin de consulter un-e médecin habileté-e à en prescrire.

Cela a aussi comme conséquence un effet néfaste sur la santé mentale des personnes trans et non binaires, particulièrement des jeunes, qui est déjà précaire selon plusieurs études et spécialistes[4]. Est-il nécessaire de rappeler que cette précarité ne vient pas du fait qu'elles sont trans et non binaires mais bien parce qu'elles sont constamment marginalisées et méprisées socialement.

Consulter les autres textes

Carnet 1 /3 – Comment s'en sortir?[<https://liguedesdroits.ca/haine-et-panique-morale-au-croisement-de-la-transphobie-et-de-la-domination-adulte-comment-sen-sortir/>]

Carnet 2 /3 – Les causes du ressac[<https://liguedesdroits.ca/haine-et-panique-morale-au-croisement-de-la-transphobie-et-de-la-domination-adulte-les-causes-du-ressac/>]

[1] Voir Florence Ashley, 14 mai 2019, « L’approche trans-affirmative est meilleure pour tout le monde: faire le point sur le reportage de Radio-Canada sur la détransition » : <https://medium.com/@florence.ashley/lapproche-trans-affirmative-est-meilleure-pour-tout-le-monde-faire-le-point-sur-le-reportage-de-84bd2d2c85ad>

[2] Voir Dr Antoine Cloutier-Blais et al., 1 mars 2024, « Un appel au calme » : <https://www.lapresse.ca/dialogue/opinions/2024-03-01/medecine-transaffirmative/un-appel-au-calme.php>

[3] L’Anthropologue, autrice et chroniqueuse Émilie Nicholas rappelle le grand absent de tout cela dans un texte d’opinion du Devoir publié le 31 mars 2024, « Et le droit des enfants? » Voir : <https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/797160/chronique-et-le-droit-des-enfants?>

[4] Voir par exemple Annie Pullen Sansfaçon et Denise Medico, 2021, Jeunes trans et non binaires. De l’accompagnement à l’affirmation, Montréal, Remue-ménage.

Pied de page :

Menu :

Accueil

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

Donner

S'informer

Bouton nouvelle précédent :

Article précédent

Haine et panique morale au croisement de la transphobie et de la domination adulte. – Comment s'en sortir ? 1/3

Bouton nouvelle suivant :

Article suivant

Haine et panique morale au croisement de la transphobie et de la domination adulte. – Les formes de résistance 3/3

Haine et panique morale au croisement de la transphobie et de la domination adulte. – Comment s'en sortir ? 1/3

<https://liguedesdroits.ca/haine-et-panique-morale-au-croisement-de-la-transphobie-et-de-la-domination-adulte-comment-sen-sortir/>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Body :

Héro :

Haine et panique morale au croisement de la transphobie et de la domination adulte. – Comment s'en sortir ? 1/3

S'il y a eu des avancées notables pour les droits des personnes trans et non binaires au Québec et au Canada, des reculs importants se font maintenant sentir tout comme des démonstrations de haine. Dans cette série de trois carnets, nous aborderons les enjeux entourant les droits des personnes trans et non binaires.

25 juillet 2024

Carnet

Le premier carnet d'une série de trois, rédigés par Maël Maréchal, écrivain-e, personne enseignante et travailleuse communautaire de Montréal

Cette tribune permet d'aborder des sujets d'actualité qui sont en lien avec les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels au Québec, au Canada ou

ailleurs dans le monde. Les carnets sont rédigés par des militant-e-s des droits humains et n'engagent que leurs auteurs et autrices.

On note au Canada une amélioration des droits des personnes trans et non binaires, des gens qui contribuent à la société de maintes façons. Cette avancée se note notamment par la possibilité dans de nombreuses provinces de prendre le marqueur X sur ses papiers officiels, par l'ajout en 2017 de l'identité et l'expression de genre comme motifs de discriminations illicites dans la Loi canadienne sur les droits de la personne, par le retrait en 2019 du trouble de l'identité de genre du manuel officiel de diagnostics de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), par le jugement Moore de 2021 qui invalide plusieurs articles du Code civil jugés discriminatoires envers les personnes trans et non binaires. L'ouverture du milieu médical à l'approche transaffirmative, c'est-à-dire une vision non pathologisante des personnes trans et non binaire reconnaissant leur capacité à s'autodéterminer et à être les expert-es sur leur vie, constitue également un progrès remarquable.

En même temps que ces avancées, on constate, malheureusement, une recrudescence de la haine envers ces personnes alimentée par l'idée qu'elles corrompraient et sexualiseraient les enfants. Mais en fait, c'est le contraire qui se passe : les personnes trans et non binaires sont en effet de plus en plus sexualisées (on associe l'identité de genre et l'orientation uniquement à la sexualité) et attaquées car elles promeuvent une libération des enfants : droit de choisir son prénom et son pronom, droit sur son propre corps, notamment de prendre des bloqueurs de puberté ou des hormones et de ne pas subir d'intervention chirurgicale non essentielle dans le cas des enfants intersexes[1], et droit d'utiliser la toilette qui correspond le mieux à leur genre, le tout dans des environnements sécuritaires.

On constate que cela est perçu comme un affront à la domination adulte — qu'Yves Bonnardel nomme l'adultocratie[2], un système social de domination des adultes sur les enfants — car les regroupements s'opposant à la libéralisation des connaissances sur le genre et l'orientation sexuelle prennent des noms comme « Hands off our Kids », et véhiculent des messages de type « Les parents savent mieux », « My child, my choice », « J'appartiens à mes parents ». Ils dénotent une

certaine panique morale à l'idée de perdre le privilège de dominer son enfant et à le considérer comme un être autonome.

La situation actuelle

La haine contre les personnes trans et non binaires prend plusieurs visages et, même si elle émerge des États-Unis, n'en est en rien arrêtée à la frontière canadienne. Dans sa forme la plus évidente, elle passe par l'assassinat, en grande majorité de personnes racisées et travailleuses du sexe qui se trouvent à l'intersection sexisme, misogynie (soit la haine spécifique des femmes noires), racisme et transphobie. Elle est aussi à la base du colonialisme européen : en effet, il est maintenant connu que les missionnaires s'attaquaient d'abord aux personnes bispirituelles des peuples autochtones du continent, car celles-ci dérogeaient aux normes binaires du genre[3]. C'est cette haine aussi qui se trouve maintenant derrière les rassemblements contre les heures de conte drag, des activités où des drag-queens viennent tout simplement faire la lecture à des enfants dans des bibliothèques, librairies ou cafés. Les personnes s'opposant à ces lectures (plus de 140 fois en 2022 aux États-Unis selon le Gay & Lesbian Alliance Against Defamation) viennent les perturber en manifestant avec des cris et des pancartes, car elles croient que la place des drag-queens serait uniquement dans des cabarets pour adultes. Il y a d'ailleurs eu une loi au Tennessee qui criminalise les événements avec drag-queens lorsque des enfants sont présents.

C'est cette même haine qui se trouve dans l'obligation légale (dans certains États des États-Unis) d'utiliser la toilette du genre auquel on a été assigné à la naissance, ce qui force des personnes trans et non binaires à user des toilettes aux dépens de leur confort et sécurité, voire à ne pas les utiliser du tout, quitte à se soulager seulement une fois rendu·e chez elles, si elles ont un toit. C'est encore elle qui se manifeste dans la discrimination des femmes trans dans les sports féminins[4] ou dans les positions du groupe soi-disant féministe Pour les droits des Femmes du Québec (PDF Québec) et par le rejet des néopronoms comme « iel » et du titre « Mx », un sujet qui ne devrait pourtant pas faire débat comme le rappelle la journaliste Toulia Drimonis[5].

Plus récemment, cette haine s'est montrée dans le mouvement de protestation One Million March for Children qui s'est déroulé à travers différentes villes du Canada le 20 septembre 2023 puis le 21 octobre 2023. Il a été organisé par deux organismes « Hands off Our Kids » et « Family Freedom ». Les groupes faisant partie de ce mouvement, dont les membres sont issu-e-s de tendances conservatrices religieuses, extrême droite et conspirationnistes, tenteraient de protéger les enfants, notamment d'un endoctrinement à l'idéologie du genre et de l'orientation sexuelle qui serait pratiquée dans les écoles, et à faire valoir certains droits parentaux. Le Nouveau-Brunswick et la Saskatchewan ont d'ailleurs implanté des lois qui exigent le consentement des parents afin que les personnes enseignantes utilisent le prénom et pronom préféré de leurs étudiant-e-s de moins de 16 ans (en juillet 2023 par des modifications à la politique 713 pour la première province, et par une Déclaration des droits des parents en octobre 2023 par le projet de loi 137[6] pour la deuxième province, qui a utilisé la clause de dérogation pour le faire passer).

Des mesures anti-trans annoncées par Danielle Smith, dénoncées notamment par Amnesty internationale Canada, pourraient également passer bientôt en Alberta. Les gens faisant partie des deux groupes nommés plus haut sont des personnes mettant de l'avant d'hypothétiques droits parentaux qui en fait n'existent pas dans la législation canadienne. Les enfants, selon la professeure Rebecca Bromwich, sont en effet protégés par les lois sur la protection de l'enfance et la Loi fédérale sur le divorce[7]. La Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), ratifiée par de nombreux pays, pose aussi des cadres pour les considérer comme des personnes, mais sa mise en œuvre reste fortement inégale, y compris au Canada[8].

C'est dans la foulée de ce mouvement de protestation, ainsi que dans la révélation publique de l'embauche dans une école de Montérégie d'une personne enseignante désirant être appelée Mx Martine, et dans l'aménagement de toilettes mixtes dans une école de Rouyn-Noranda que le gouvernement de la CAQ a créé un comité de « sages » sur l'identité de genre présidé par Diane Lavallée et constitué du Dr Jean-Bernard Trudeau et du professeur en droit constitutionnel Patrick Taillon. Ce comité[9], composé de trois personnes cisgenres — des journalistes et notamment des groupes de défense des droits des personnes trans et non binaires et organisations de droits humains ont souligné la problématique de l'absence de personnes des communautés sur celui-ci alors qu'il se penchera sur des questions qui les touchent —, sera chargé de : « Brosser un portrait de la réalité québécoise.

Recenser les politiques publiques, les pratiques et les directives québécoises dans plusieurs secteurs (éducation, sports et loisirs, famille, santé et services sociaux, sécurité publique, etc.). Analyser leurs effets potentiels sur l'ensemble de la société québécoise. Recenser, comparer et analyser les politiques, directives et pratiques mises en place au sein des États comparables au Québec. Identifier les principaux enjeux à approfondir pour la suite. Collaborer étroitement avec le Conseil québécois LGBT.[10] »

Le gouvernement du Québec, je ne suis pas la première personne à le rappeler[11], finance pourtant déjà des organismes pour le conseiller sur les questions d'identité de genre, notamment à travers le Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie ; il aurait aussi intérêt à consulter les chercheur-euse-s de la Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres de l'UQAM (dont les objectifs répondent déjà à ceux du fameux comité de sages). On est donc en droit de se demander à qui sert ce comité — dont la sagesse semble découler de cette notion de domination adulte — et pourquoi on a décidé qu'il était convenable à travers lui de discuter de la dignité de certaines personnes. La somme de 800 000 \$ annoncée dans sa mise en place aurait plutôt dû servir à financer les organismes communautaires déjà existants desservant la population trans et non binaire et en manque cruel de financement.

Rappelons-nous qu'Interligne avait dû se battre avec une campagne de presse et des levées de fond pour garder ouverte sa ligne de nuit avant de finalement recevoir le 14 juin 2023 un financement du gouvernement du Québec qui lui permettra de survivre pendant trois ans. Le gouvernement du Québec, notons-le, avait aussi initialement fait retarder l'incorporation de la mention X sur le permis de conduire et la carte d'assurance maladie du Québec, une action qui allait pourtant dans l'esprit du jugement Moore de janvier 2021, en confiant cet aspect au comité de sages et donc avait repoussé cet aménagement jusqu'au minimum en 2025. Dans un revirement de situation, le gouvernement du Québec a décidé le 4 mars 2024 de l'autoriser. On attend encore les changements auprès de la Régie de l'assurance maladie du Québec qui, contrairement à la SAAQ, tarde à implanter ce changement, ce qui a des conséquences sur l'accès aux soins et le traitement médical des personnes trans et non binaires.

Consulter les autres textes

Carnet 2 /3 – Les causes du ressac[<https://liguedesdroits.ca/haine-et-panique-morale-au-croisement-de-la-transphobie-et-de-la-domination-adulte-les-causes-du-ressac/>]

Carnet 3/3 – Les formes de résistances possibles et actuelles
[<https://liguedesdroits.ca/haine-et-panique-morale-au-croisement-de-la-transphobie-et-de-la-domination-adulte-les-formes-de-resistance-3-3/>]

[1] Plus d'un millier d'enfants intersexes au Québec ont subi une opération chirurgicale entre le 1er janvier 2015 et le 31 janvier 2020. Voir Édith Paré-Roy, 26 octobre 2021, « Enquête. Les enfants intersexes sous le bistouri », https://les3sex.com/fr/news/2014/enquete-les-enfants-intersexes-sous-le-bistouri?fbclid=IwAR2NVcGu2bZ82177FEC8UdaqSbUN6ZD9xdjw-4aL3_q4EVzcL4BoUVVTAOW

[2] Yves Bonnardel, 2015, La domination adulte. L'oppression des mineurs. Méréville, Myriadis.

[3] Leanne Betasamosake Simpson, 2021, As We Have Always Done, Chicago, Les presses de l'Université du Minnesota.

[4] L'entraîneuse étatsunienne de basketball pour femmes de la NCAA Dawn Staley est allée contre la tendance transphobe actuelle et a dit à la presse tout récemment que les femmes trans devraient pouvoir participer dans les sports pour femmes.

[5] Voir Toula Drimonis, 6 septembre 2023, « People’s preferred pronouns don’t require a debate » : <https://cultmtl.com/2023/09/peoples-preferred-pronouns-dont-require-a-debate-quebec-mx/>

[6] En ligne : <https://docs.legassembly.sk.ca/legdocs/Bills/29L3S/Bill29-137.pdf>

[7] Voir Hina Alam, 28 décembre 2023, « Le premier ministre du Nouveau-Brunswick ne reculera pas » : <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2023-12-28/politique-sur-l-identite-de-genre/le-premier-ministre-du-nouveau-brunswick-ne-reculera-pas.php>

[8] Voir Mona Paré, 10 février 2022, « La Convention relative aux droits de l’enfant – 30 ans de mise en œuvre, mais où est l’égalité ? » : <https://liguedesdroits.ca/la-convention-relative-aux-droits-de-lenfant-30-ans-de-mise-en-oeuvre-mais-ou-est-legalite/> et la déclaration du 21 septembre 2023 de la Ligue des Droits et Libertés, « La Ligue des droits et libertés préoccupée par la montée de la transphobie » : <https://liguedesdroits.ca/la-ligue-des-droits-et-libertes-preoccupee-par-la-montee-de-la-transphobie/>

[9] Voir la déclaration du 20 février 2024 de La ligue des Droits et Libertés « Comité des sages sur l’identité de genre : Quelle légitimité ? » : <https://liguedesdroits.ca/comite-des-sages-sur-lidentite-de-genre-quelle-legitimite/>

[10] Gouvernement du Québec : <https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/mise-sur-pied-du-comite-de-sages-sur-lidentite-de-genre-52578>

[11] Voir par exemple le texte d’Isabelle Kirouac Massicotte intitulé « De l’identité de genre : ceci n’est pas un débat » publié le 15 octobre 2023 : <https://cjf.qc.ca/revue-relations/de-lidentite-de-genre-cest-nest-pas-un-debat/?fbclid=IwZXh0bgNhZW0CMTEAAR3pODYvF9V2143fLmyaFEjUF5n9ZzdkVzUf>

[3WmO3glCUUX_AklnWSAKfIM_aem_AdYM2EPm10Zy7ZvKN_FhUAL8oxiTlGV155Ku
Dil2ejxa-2TaVUku9qGobnkGFeoYknsxbQMID3eCGvcl9cAUDFAp](#)

Pied de page :

Menu :

Accueil

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

Donner

S'informer

Bouton nouvelle précédent :

Article précédent

Portes tournantes : une spirale sans fin

Bouton nouvelle suivant :

Article suivant

Haine et panique morale au croisement de la transphobie et de la domination adulte. – Les causes du ressac 2/3

Portes tournantes : une spirale sans fin

<https://liguedesdroits.ca/portes-tournantes-une-spirale-sans-fin/>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Body :

Héro :

Portes tournantes : une spirale sans fin

La surjudiciarisation pénale des personnes qui souffrent de troubles de santé mentale — le phénomène ou le syndrome des portes tournantes — est un problème systémique qui perdure et dont la principale cause est le manque de soins accessibles aux personnes en difficulté.

17 juillet 2024

Droit à la santé

Portes tournantes : une spirale sans fin

Philippe Miquel, documentariste

Lorsque j'étais avocat criminaliste, il y a quelques années, j'ai réalisé que les personnes vivant avec un trouble de santé mentale, une déficience intellectuelle ou même un trouble du spectre de l'autisme, sont surreprésentées devant les tribunaux criminels. Certaines sont même condamnées et incarcérées à répétition. On a même donné un nom à ce phénomène : le syndrome des portes tournantes.

Il y a quelques années, devenu documentariste, j'ai suivi pendant quatre ans la trajectoire d'Éric (nom fictif), un homme dans la quarantaine qui vit ce phénomène ou ce syndrome depuis plus de 25 ans. Dès le début de ma recherche, j'ai retracé plus de 300 chefs d'accusation à son égard, dont 116 bris de probation, 50 introductions par effraction, 47 vols et possession de biens volés, 36 méfaits, 35 bris d'engagement et 4 entraves au travail d'un policier. Et je ne vous parle même pas des contraventions.

Selon sa mère, Suzanne (nom fictif), depuis 1995, Éric n'aurait pas passé plus de six mois consécutifs en liberté. Les diagnostics émis au fil des années fluctuent : asocial, hyperactif, dépressif, personnalité schi- zoïde... À cela s'ajoute une addiction à la cocaïne et au crack. Enfant difficile, sa mère n'a jamais réussi à obtenir l'aide dont elle avait besoin pour répondre à leurs besoins. Vers l'âge de 10 ans, après une courte et difficile scolarisation, il a été placé en centre d'accueil. Dès le début de l'âge adulte, sa vie s'est partagée entre la rue et la prison. Sa trajectoire n'est pas un cas isolé.

Le début de la spirale

Pour tenter de comprendre ce phénomène, je suis aussi allé à la rencontre de policiers, de psychiatres, d'avocats, de juges, d'agents correctionnels, d'intervenants communautaires et de chercheurs, entre autres. Tous le confirment : il y a trop peu de soins accessibles pour les personnes qui vivent des difficultés comme Éric. Et plus une personne est en mauvaise posture, plus les contacts avec la police sont susceptibles d'être fréquents, plus il est probable qu'elle soit accusée devant un tribunal puis envoyée en prison, et moins elle sera soignée et stable. Et cette boucle de rétroaction ira en s'aggravant.

En 2018, Justice Canada déposait un rapport dans lequel des acteurs du système judiciaire affirmaient qu'environ 70 % des personnes accusées devant les tribunaux de juridiction pénale souffraient de troubles mentaux ou de toxicomanie et de problèmes comme l'itinérance, la pauvreté ou un traumatisme antérieur et que c'est là l'un des plus importants problèmes auxquels est confronté le système.

J'ai commencé à suivre Éric alors qu'il était détenu. La détention ne serait-elle pas un bon moment pour lui proposer un accompagnement psychologique, médical et social ? Viser son rétablissement par des services qui continueraient lors de son retour en collectivité ? Pour qu'il ne revienne pas en prison ? Il semble que non. Ce genre d'accompagnement et de services est quasi inexistant dans nos prisons provinciales.

Et au moment de la sortie de prison, que se passe-t-il ? Dans le cas de Éric, aucun plan de sortie n'était prévu par le système correctionnel. Il sortait sans un sou en poche, sans source de revenu, sans réel encadrement, des médicaments pour trois jours et nulle part où dormir. Son psychiatre, avec qui j'étais en contact, tentait de préparer le terrain, mais n'avait guère qu'une hospitalisation temporaire à lui offrir, ce qui nécessitait une attente préalable à l'urgence psychiatrique. Éric n'a pas eu cette patience et on a perdu sa trace. Les policiers l'ont retrouvé 24 heures plus tard. Il avait commis un vol et était de retour dans les griffes du système.

Les interventions

Je me suis alors demandé si la solution ne se trouverait pas du côté policier. Les policiers pourraient-ils faire autre chose que procéder à l'arrestation des gens comme Éric ? Après tout, le pouvoir d'arrestation des policiers est discrétionnaire. Je me suis intéressé aux escouades policières spécialisées en santé mentale, de plus en plus nombreuses. J'ai rencontré l'Équipe multidisciplinaire d'intervention psycho-sociale du Service de police de Sherbrooke, l'EMIP. Il s'agit d'une escouade policière formée d'un-e policier-ère et d'un-e travailleur-se social-e qui tentent de trouver des services pour les personnes en crise auprès desquelles ils interviennent.

[...] plus une personne est en mauvaise posture, plus les contacts avec la police sont susceptibles d'être fréquents, plus il est probable qu'elle soit accusée devant un tribunal puis envoyée en prison, et moins elle sera soignée et stable. Et cette boucle de rétroaction ira en s'aggravant.

Je termine mon enregistrement avec l'EMIP la tête pleine de questions. Par exemple, lorsqu'une personne en crise nécessite des soins, pourquoi c'est un policier au volant d'un véhicule de police, plutôt qu'un intervenant social au volant d'un véhicule du CLSC qui se déplace ? Ne serait-il pas mieux d'affecter ces ressources ailleurs ? Pour mieux financer nos organismes d'aide, notre système social et notre système de santé, par exemple ? Car, malgré toute sa bonne volonté, l'équipe se bute, elle aussi, à l'indisponibilité des ressources d'aide. Ceux qui

commettent des infractions criminelles sont donc arrêtés et font l'objet d'accusations. C'est une escouade policière après tout. Rien pour aider Éric là-dedans.

Au tribunal

Je me suis donc résolu à suivre Éric au tribunal, détenu pour une énième fois. Ce n'est pas d'hier que les tribunaux composent avec des personnes au jugement affecté par un trouble de santé mentale. Ironiquement, il est intéressant de noter que, philosophiquement, la pierre d'assise de la responsabilité criminelle repose sur la prémisse que chaque personne dispose d'un libre arbitre qui lui donne la capacité de distinguer le bien du mal. Le corollaire c'est que, si une personne choisit de commettre une infraction, elle accepte d'en subir les conséquences : être accusée et condamnée. Ce qui devrait avoir un effet dissuasif. Cependant, la recherche l'a confirmé à maintes reprises, la simple peur du retour en prison ne suffit pas à éviter la récidive. Surtout pour une personne dont le jugement est affecté par un trouble de santé mentale. Encore plus si elle vit aussi avec une dépendance aux drogues.

En cours de route, je me suis aussi attardé à une autre réalité grandissante au Québec : le Programme d'accompagnement Justice et Santé mentale (PAJ-SM), un tribunal spécialisé de la Cour du Québec. Les audiences sont menées par des procureurs de la Couronne et présidées par des juges affectés spécifiquement au programme. Un agent de liaison, attaché au système de santé, rencontre chacun des candidats potentiels et évalue ses besoins. Un plan d'action est développé avec lui et il est dirigé, si possible, vers des services supposés l'aider à ne pas récidiver. Le tribunal suit le cheminement du candidat par le truchement de l'agent de liaison, présent à chacune des audiences.

La série documentaire sonore *Portes tournantes*, est disponible en ligne : <https://linktr.ee/portestournantes>

Les résultats peuvent être encourageants pour quelques personnes. Mais les moyens mis à la disposition du PAJ-SM sont tellement modestes par rapport aux

besoins, qu'il constitue en fait une goutte d'eau dans l'océan. Ces initiatives ne remettent pas non plus en question la judiciarisation ni l'incarcération. Elles ne règlent surtout pas le problème de l'inaccessibilité des soins, qui devient souvent la limite de la capacité d'intervention du tribunal lui-même. En fin de compte, si un candidat atteint les objectifs fixés, on retire les accusations, sinon, on le retourne au tribunal régulier pour que le dossier suive son cours. Ce programme n'est pas accessible à ceux qui, comme Éric, sont détenus pendant les procédures. Les personnes comme lui restent au tribunal régulier pour y être condamnées. Et le cycle recommence.

De profondes racines

Ma quête ne m'a pas permis de trouver de réelles solutions aux portes tournantes. Oui, il y a bien quelques initiatives, pétrées de bonnes intentions, mais les résultats ne sont pas à la hauteur du problème. Pas du tout. Le phénomène des portes tournantes est un problème systémique qui prend racine dans l'exclusion sociale des plus vulnérables de notre société. Pour y remédier, il faudrait une volonté politique forte qui mènerait à de profonds changements. Et à la construction d'un monde plus juste. Pour tous et toutes. Malheureusement, ce n'est pas encore le cas. La loi et l'ordre, le fantasme d'un système judiciaire plus dur avec les criminels, le mythe de la prison réparatrice et la soif d'une police mieux financée, permettent encore et toujours de récolter davantage de votes.

Pendant ce temps-là des vies gâchées, comme celle de Éric, coincé dans les portes tournantes, nous offrent le spectacle désolant d'une injustice patente.

Obtenir la revue

La revue Droits & libertés est publiée deux fois par année. Il y a 3 façons de l'obtenir, en format imprimé ou numérique.

Devenir membre

En devenant membre de la Ligue des droits et libertés, vous recevez la revue gratuitement 2 fois par année. La Ligue accepte l'adhésion quel que soit la somme versée.

Bouton devenir membre :

Je deviens membre

Abonnement

Votre abonnement permet de soutenir une revue qui alimente la réflexion sur différents enjeux de droits humains. Tarif annuel : Individu (15\$) et organisation (30\$), frais de poste inclus.

Bouton abonnement :

Je m'abonne

Achat

Voici les tarifs pour l'achat d'un numéro.

Bouton achat numérique :

Version numérique

8 \$ par exemplaire.

Bouton achat papier :

Version imprimée

11\$ par exemplaire, frais de poste inclus.

Obtenez un rabais à la commande de plusieurs exemplaires.

Écrivez-nous à info@liguedesdroits.ca

Bouton nouvelle précédent :

Article précédent

Pour l'interdiction des interpellations policières une bonne fois pour toute

Pied de page :

Menu :

[Accueil](#)

[Luttes](#)

[Équipe](#)

[Nouvelles](#)

[À propos](#)

[Contact](#)

[FAQ](#)

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

Donner

S'informer

Bouton nouvelle précédent :

Article précédent

Être en prison dans une prison

Bouton nouvelle suivant :

Article suivant

Haine et panique morale au croisement de la transphobie et de la domination adulte. – Comment s'en sortir ? 1/3

Être en prison dans une prison

<https://liguedesdroits.ca/etre-en-prison-dans-une-prison/>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Body :

Héro :

Être en prison dans une prison

Sous toutes ses formes, l'isolement cellulaire est une pratique qui porte atteintes aux droits des personnes incarcérées, malgré les tentatives d'encadrement par les services correctionnels au Québec et au Canada. Cet article explique ce qu'est l'isolement cellulaire et pourquoi il est nécessaire d'y mettre fin.

17 juillet 2024

Droit de la personne en détention

Être en prison dans une prison

Lynda Khelil, responsable de la mobilisation, Ligue des droits et libertés

Me Nadia Golmier, avocate carcéraliste et membre du comité Enjeux carcéraux et droits des personnes en détention de la Ligue des droits et libertés

L'isolement cellulaire est une pratique déshumanisante et dégradante qui consiste à priver une personne incarcérée de contacts sociaux pendant une période significative. Il est bien connu que cette pratique radicale entraîne des conséquences néfastes sur la santé des personnes. Bien qu'elle soit sans cesse dénoncée et qu'en 2019, des tribunaux ont déclaré que la pratique bafoue les droits des personnes incarcérées, l'isolement continue d'être utilisé largement dans les prisons provinciales du Québec.

Les effets de l'isolement ont été démontrés par de nombreux experts. La privation de contacts humains, de liens sociaux et d'activités infligée aux personnes incarcérées soumises à l'isolement affecte leurs habiletés sociales et provoque un spectre de conséquences sur leur santé mentale et physique : accentuation des troubles d'ordre psychologique déjà présents, perte de la maîtrise des réalités temporelles, spatiales et sociales, anxiété, paranoïa, dépression, psychoses, attaques de panique, explosions de violence, automutilations, tentatives de suicide, troubles cognitifs, troubles obsessionnels compulsifs et stress post-traumatique.



L'isolement des personnes incarcérées est interdit par les normes de droit international énoncées dans l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (aussi appelées Règles Nelson Mandela). La pratique y est définie comme le fait d'isoler une personne incarcérée 22 heures ou plus par jour, sans contact humain réel et significatif. L'isolement est dit prolongé lorsqu'il dure plus de 15 jours consécutifs ; il s'agit alors de torture.

S'il est indéniable que les normes internationales ont grandement contribué à une prise de conscience du public sur les conséquences de l'isolement, il apparaît aussi que le seuil établi de 22 heures à 24 heures sur 24 limite notre compréhension de cette problématique. En effet, qu'en est-il des situations où les personnes incarcérées sont confinées pendant 21 heures 45, 21 heures 30, 20 heures, 18 heures pendant des jours et des jours ? Qui plus est, l'adhésion à ce seuil mine

notre capacité collective à faire éclater le paradigme de l'isolement qu'imposent les autorités carcérales. Nous y reviendrons.

Atteinte aux droits et libertés

En 2019 et 2020, après une longue lutte judiciaire contre Service correctionnel Canada (SCC), les Cours d'appel de la Colombie-Britannique et de l'Ontario ont déclaré que l'isolement cellulaire de 22 heures et plus par jour sans contact humain significatif est une pratique qui bafoue les droits des personnes incarcérées protégés par la Charte canadienne des droits et libertés¹. Plus précisément, les tribunaux ont statué que cette pratique porte atteinte au droit à la vie, à la liberté et à la sécurité (art. 7) et constitue un traitement cruel et inusité (art. 12). Rappelons qu'une peine d'incarcération entraîne une privation de liberté de circuler en société, mais que les personnes incarcérées demeurent titulaires de tous leurs droits pendant toute la durée de leur détention. Cela inclut le droit à la liberté résiduelle, une notion juridique signifiant que les personnes incarcérées ont le droit de circuler au sein de l'établissement de détention et de ne pas être mis en isolement, une pratique qui équivaut à être placé en prison dans une prison.

Les unités d'intervention structurée au fédéral

En réaction aux décisions des tribunaux, Service correctionnel Canada (SCC) a annoncé en 2019 la mise en place d'un nouveau modèle censé remplacer l'isolement cellulaire : les unités d'intervention structurée (UIS). Elles consistent à garantir aux personnes qui y sont isolées deux heures de contacts humains dit significatifs. Depuis son implantation, plusieurs voix affirment que l'isolement se poursuit, mais sous un autre nom, et que plusieurs règles qui régissent les UIS ne sont pas suivies. Dans son rapport annuel 2021-2022, le Comité consultatif sur la mise en œuvre des unités d'intervention structurée constate par ailleurs que les personnes autochtones et les personnes ayant des problèmes de santé mentale sont surreprésentées dans les UIS – tout comme elles l'étaient auparavant en isolement cellulaire².

Formes d'isolement au Québec

En dépit des décisions des tribunaux canadiens, des Règles Nelson Mandela et des conséquences avérées sur la santé mentale et physique des personnes incarcérées, l'isolement cellulaire demeure une pratique courante dans les prisons provinciales au Québec. Cette pratique revêt différentes appellations selon les motifs (disciplinaires, préventifs et administratifs) invoqués par les autorités carcérales. Un survol des différentes formes d'isolement permet de constater l'ampleur de cette pratique et son caractère arbitraire.

Isolement disciplinaire

Le premier type, l'isolement disciplinaire, est régi par l'Instruction sur la discipline et responsabilité de la personne incarcérée. Ce type d'isolement peut découler d'une mesure temporaire, imposée en réaction à ce qui est considéré comme un manquement disciplinaire (maximum de 24 heures, en théorie), ou encore constituer une sanction disciplinaire imposée par le comité de discipline de la prison (maximum 5 ou 7 jours). Les services correctionnels utilisent deux expressions pour désigner cette forme d'isolement : réclusion (quand l'isolement a lieu dans un secteur différent du secteur de vie habituel de la personne) et confinement (lorsqu'il a lieu dans sa propre cellule). Il est à noter que dans les pénitenciers fédéraux, l'isolement ne peut plus être imposé comme sanction disciplinaire depuis 2019.

Rappelons qu'une peine d'incarcération entraîne une privation de liberté de circuler en société, mais que les personnes incarcérées demeurent titulaires de tous leurs droits pendant toute la durée de leur détention.

Le régime disciplinaire dans les prisons du Québec ne respecte pas la Charte canadienne qui énonce à l'article 7 que toute privation de liberté (incluant les atteintes à la liberté résiduelle des personnes incarcérées) ne peut être imposée qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale. Or, le régime disciplinaire au Québec ne prévoit pas de procédures permettant d'assurer l'impartialité des décideurs, ne garantit pas le droit à l'avocat-e, procède par

renversement du fardeau de preuve, c'est-à-dire qu'il est demandé à la personne détenue de s'expliquer, et procède selon la norme de la prépondérance de preuve au lieu de celle du hors de tout doute raisonnable qui devrait s'appliquer lorsqu'un décideur prend une décision pouvant porter atteinte au droit à la liberté résiduelle. Une action collective contre l'isolement disciplinaire de 22 heures et plus par jour a été intentée au Québec contre les services correctionnels.

Isolement préventif

L'isolement préventif, quant à lui, est appliqué dans deux types de situations : pour dissimulation d'objets prohibés et pour la prévention du suicide. Dans le premier cas, la personne incarcérée est placée en cellule d'isolement préventif (cellule sèche) lorsque l'établissement considère qu'« il existe des motifs raisonnables de croire qu'elle dissimule des objets prohibés dans ses cavités corporelles³ ». Selon l'instruction encadrant cette pratique qui implique aussi des fouilles à nu déshumanisantes, l'isolement peut durer au plus 72 heures et peut être prolongé une seule fois pour une période maximale de 24 heures (en théorie).

Dans le second cas, l'Instruction provinciale sur la prévention du suicide prévoit la possibilité de mettre en isolement une personne incarcérée suicidaire. Il doit s'agir d'une « mesure de dernier recours, à utiliser uniquement en cas de crise intense ou de risque suicidaire imminent, limité à la durée de l'épisode, et dans le but de [...] protéger [la personne] contre elle-même ». Dans la pratique, l'Instruction n'est pas respectée, des personnes incarcérées suicidaires étant isolées de manière prolongée. Et plus fondamentalement, il y a lieu de se demander : comment se fait-il que les autorités carcérales répondent à une situation de risque suicidaire par une mesure qui cause des dommages à la santé mentale ?

Isolement administratif

Finalement, la troisième forme, l'isolement administratif, est une expression qui désigne le confinement en cellule en raison d'un manque de personnel ou pour des raisons de sécurité. Les autorités carcérales utilisent aussi l'expression régime réduit. Cela peut survenir sans préavis, pour une période indéterminée, 22 heures ou plus par jour, parfois pendant plusieurs semaines. La durée du confinement en

cellule peut aussi être de 18, 20 ou 21 heures 30, ce qui est tout autant problématique. Sur la base de recommandations de la Santé publique, la pratique a été très utilisée pendant la pandémie de la COVID-19, alors que les personnes incarcérées étaient maintenues dans leur cellule pendant des semaines, sans vêtements de rechange, sans douche, sans contact avec l'extérieur et sans activité.

Dans son rapport annuel 2022-2023, le Protecteur du citoyen déplore que le recours au confinement cellulaire pendant 22 heures et plus par jour se poursuive dans les prisons du Québec, en violation des Règles Nelson Mandela. Le Protecteur y évoque le cas d'un homme confiné en cellule 22 heures par jour pendant deux mois en raison d'un classement non conforme qui lui avait été attribué.

L'isolement administratif est devenu ni plus ni moins qu'une méthode de gestion dans les prisons du Québec. Pour pallier la pénurie d'agents correctionnels, plusieurs établissements ont des plans de contingence qui prévoient des réductions draconiennes du temps hors cellule. Dans une décision de la Cour supérieure rendue en 2021, pendant la pandémie, le juge Daniel Royer déclare que « cette façon de gérer la pénurie en érigeant en système la privation de liberté résiduelle des détenus est illégale [et] déraisonnable ». Il ajoute qu'« une société de droit ne saurait tolérer que la gestion du manque de personnel d'un établissement de détention se fasse sur le dos de la liberté résiduelle des détenus⁴ ». Une deuxième action collective a été intentée au Québec concernant l'isolement administratif de 22 heures et plus par jour.

L'isolement administratif crée une rupture avec le régime de vie régulier d'une prison. En dehors de la période où les portes des cellules sont verrouillées pour la nuit (de 22 h 30 à 8 h par exemple⁵), les personnes incarcérées doivent pouvoir circuler au sein de la prison, avoir accès à des programmes, à des activités intérieures, à la cour extérieure, à des visites et des appels téléphoniques de leurs proches et de leur avocat-e.

Refuser le paradigme de l'isolement

Depuis 2016, le Protecteur du citoyen demande au MSP d'encadrer le recours à l'isolement administratif. Dans son rapport annuel 2022-2023, le Protecteur indique que le MSP poursuit son travail sur une instruction liée au classement et dont plusieurs sections porteront sur l'isolement cellulaire ainsi que le temps hors cellule. Le travail ayant débuté en 2017, on ne peut que constater le laxisme des autorités vis-à-vis des violations systémiques des droits des personnes incarcérées. Le Protecteur demande également au MSP d'encadrer l'isolement administratif par voie réglementaire, ce à quoi le MSP ne s'est pas engagé formellement.

S'il est vrai que l'adoption de règles strictes visant à encadrer et minimiser le recours à l'isolement est préférable à l'absence de règles, il demeure que cette approche est défaitiste. Elle s'inscrit toujours dans le paradigme de l'isolement imposé par les autorités carcérales, comme s'il était impensable que des pratiques pleinement respectueuses des droits des personnes incarcérées puissent être envisagées et appliquées. Or, il nous faut faire bifurquer le débat social à l'extérieur de ce paradigme. C'est pourquoi la Ligue des droits et libertés appelle à refuser l'isolement et à demeurer critiques face aux approches qui prônent l'encadrement de cette pratique.

Quelles que soient la forme d'isolement ou les raisons invoquées pour y avoir recours, il apparaît évident que cette mesure draconienne entraîne des conséquences graves sur la santé mentale et physique des personnes incarcérées et dès lors, elle devrait être proscrite. Une autre approche, pleinement respectueuse des droits des personnes incarcérées, s'impose.

- 1) Reddock Canada (Attorney General), 2019 ONSC 5053 ; Brazeau v. Canada (Attorney General), 2020 ONCA 184.
- 2) En ligne : <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsracs/pblctns/2022-siu-iap-nnlrpt/index.aspx#s10>
- 3) MSP, Instruction – Isolement préventif des personnes incarcérées pour dissimulation d'objets prohibés.
- 4) Lanthier c. PGQ (ministère de la Sécurité publique), QCCS, no dossier 500-36-009944-219, 16 juillet 2021.
- 5) C'est le cas par exemple du « régime de vie A en semaine » prévu dans le document Régime de vie de l'Établissement Rivière-des-Prairies.

Obtenir la revue

La revue Droits & libertés est publiée deux fois par année. Il y a 3 façons de l'obtenir, en format imprimé ou numérique.

Devenir membre

En devenant membre de la Ligue des droits et libertés, vous recevez la revue gratuitement 2 fois par année. La Ligue accepte l'adhésion quel que soit la somme versée.

Bouton devenir membre :

Je deviens membre

Abonnement

Votre abonnement permet de soutenir une revue qui alimente la réflexion sur différents enjeux de droits humains. Tarif annuel : Individu (15\$) et organisation (30\$), frais de poste inclus.

Bouton abonnement :

Je m'abonne

Achat

Voici les tarifs pour l'achat d'un numéro.

Bouton achat numérique :

Version numérique

8 \$ par exemplaire.

Bouton achat papier :

Version imprimée

11\$ par exemplaire, frais de poste inclus.

Obtenez un rabais à la commande de plusieurs exemplaires.

Écrivez-nous à info@liguedesdroits.ca

Bouton nouvelle précédent :

Article précédent

Pour l'interdiction des interpellations policières une bonne fois pour toute

Pied de page :

Menu :

Accueil

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

Donner

S'informer

Bouton nouvelle précédent :

Article précédent

Les délais du regroupement familial au Québec : Pourquoi sont-ils préjudiciables aux droits humains?

Bouton nouvelle suivant :

Article suivant

Portes tournantes : une spirale sans fin

Les délais du regroupement familial au Québec : Pourquoi sont-ils préjudiciables aux droits humains?

<https://liguedesdroits.ca/les-delaix-du-regroupement-familial-au-quebec-pourquoi-sont-ils-prejudiciables-aux-droits-humains/>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Body :

Héro :

Les délais du regroupement familial au Québec : Pourquoi sont-ils préjudiciables aux droits humains?

De juin 2024 à juin 2026, le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration ne traitera qu'un maximum de 13 000 nouvelles demandes de regroupement familial, alors qu'un retard important s'accumule depuis 2022. Il est nécessaire de reconsidérer cette décision car les impacts sont multiples pour un grand nombre d'enfants et leurs parents

10 juillet 2024

Carnets

Les délais du regroupement familial au Québec : Pourquoi sont-ils préjudiciables aux droits humains?

Un carnet rédigé par Marie-G. Pilon, professeure au collégial et Christine Hallé, technicienne comptable. Les autrices sont toutes deux bachelières en droit, diplômées de l'Université de Montréal. Elles sont toutes deux en processus de parrainage avec leurs époux. De plus, elles sont impliquées avec l'OBNL Québec Réunifié, où Marie-G. Pilon siège au comité directeur et Christine Hallé est reconnue comme membre honoraire.

Cette tribune permet d'aborder des sujets d'actualité qui sont en lien avec les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels au Québec, au Canada ou ailleurs dans le monde. Les carnets sont rédigés par des militant-e-s des droits humains et n'engagent que leurs auteurs et autrices.

Le regroupement familial permet à des couples binationaux de régulariser le statut de l'un des conjoints et de leurs enfants dans le pays où ils choisissent de s'établir pour fonder une famille. Or, le 26 juin dernier, le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) annonçait une réduction significative du nombre de demandes d'engagement qu'il recevra. De juin 2024 à juin 2026, le MIFI ne traitera qu'un maximum de 13 000 nouvelles demandes, alors qu'un retard important s'accumule depuis 2022. Pourtant, la famille représente bien souvent le cœur du réseau de soutien de toute personne sur le plan émotionnel, social et économique.

L'Accord Canada-Québec et les quotas d'immigration

L'Accord Canada-Québec[1] régit les compétences en immigration entre le gouvernement fédéral et provincial. Son objectif principal est de préserver le poids démographique du Québec au sein du Canada et d'assurer une intégration respectueuse du caractère distinct de la société québécoise. Le gouvernement du Québec émet des quotas pour chaque catégorie d'immigrants, y compris le regroupement familial, bien que cet Accord stipule que le Canada a la responsabilité d'admettre les immigrants des catégories de la famille[2].

L'accumulation des dossiers et les délais prolongés

Depuis 2018, le Québec établit des seuils à environ 10 400 par année[3], entraînant une accumulation de dossiers en surplus et retardant l'émission de la résidence permanente à deux, trois ou même quatre ans. Présentement, plus de 43 400 dossiers[4] de regroupement familial sont en attente. Ce retard compromet le droit des familles de se réunir et engendre des conséquences graves pour leur vie.

Pourtant, la convention relative aux droits de l'enfant reconnaît le caractère essentiel et urgent du regroupement familial[5].

Les droits humains

Hélas, ce seuil arbitraire et le processus administratif pour l'obtention du visa entraînent des dénis de droits humains et devraient être corrigés. Les seuils établis uniquement dans la province de Québec engendrent des délais d'attente pour les familles allant jusqu'à 34 mois, alors que la norme de traitement dans l'ensemble du Canada est de 10 à 12 mois.

Justifications erronées des seuils d'immigration

Malheureusement, la discrimination est parfois encouragée dans les discours publics[6] en mentionnant que les immigrants sont la source de problèmes sociaux ou économiques. Le gouvernement justifie les seuils par un concept de capacité d'accueil limitée pour garantir l'accès au logement, aux services publics, et pour éviter le déclin de la langue française.

Cependant, dans le cadre du regroupement familial, la personne parrainée est logée au domicile du parrain et intégrée dans une famille québécoise. Le parrain s'engage à subvenir à ses besoins pendant au moins trois ans. Les seuils ne peuvent donc pas être justifiés par une capacité d'accueil limitée[7], car ce type d'immigration n'a pratiquement aucune incidence, si ce n'est qu'ajouter, dans la plupart des cas, un nouveau travailleur contribuant à l'économie du pays.

Conséquences sur les droits humains et la sécurité

Cette situation place le Québec en contravention de l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), créant un contexte d'insécurité accru pour les familles, particulièrement les personnes parrainées. Pour celles vivant dans des situations de violence conjugale, l'attente prolongée d'un statut de résident permanent peut exacerber la dépendance envers leur agresseur[8]. Les individus LGBTQ+ et ceux vivant dans des pays aux prises avec beaucoup de

violence font face à des risques accrus de violence et d'abus[9]. La séparation forcée ou l'attente prolongée peuvent entraîner des conséquences dévastatrices sur la santé mentale des individus concernés, augmentant les taux de dépression et de problèmes de santé mentale en général[10]. De plus, une séparation familiale prolongée pourrait avoir un impact délétère sur le développement de l'enfant, effets que la Convention relative aux droits de l'enfant vise à éviter en promouvant une approche diligente du regroupement familial[11].

Atteinte à la vie privée et à la planification familiale

La séparation prolongée des êtres chers est contraire à l'esprit de l'article 12 de la DUDH qui protège contre les immixtions arbitraires dans la vie privée et familiale. Le retard dans le regroupement familial interfère directement avec la capacité des individus à vivre avec leur famille et affecte la planification familiale des couples. L'entrave au regroupement familial peut également être perçue comme une violation de l'article 16 (1), impactant la capacité des couples à vivre ensemble et à fonder une famille. De plus, les restrictions sur le regroupement familial limitent la liberté de mouvement, y compris le droit de quitter son propre pays et de revenir, et la capacité de choisir où vivre.

Impact économique sur les parrains

Les dépenses[12] pour gérer les retards dans le processus de regroupement familial compromettent le droit à un niveau de vie suffisant. Les couples doivent souvent assumer le poids financier de deux résidences ainsi que les frais de plusieurs voyages afin de pouvoir être temporairement réunis. Ces dépenses affectent la capacité des couples, voir généralement plus celle des parrains à subvenir à leur propre bien-être et à celui de leur famille, augmentant leur vulnérabilité.

Conclusion

Le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) doit reconsidérer ses décisions pour respecter les droits à la sécurité, à la famille, à la liberté de circulation, ainsi que les droits économiques des parrains au Québec. Il est aussi impératif de protéger et de codifier le droit à la famille dans la Charte des droits et libertés de la personne du Québec pour prévenir les séparations injustes. Les gouvernements, organisations de défense des droits, communautés d'immigrants et professionnels du droit doivent collaborer pour assurer que soient respectés les principes de dignité et d'équité.

[1] Immigration, R. et C. C. (1991, février 5). Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains [Politiques].
<https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/mandat/politiques-directives-operationnelles-ententes-accords/ententes/federaux-provinciaux/quebec/accord-canada-quebec-relatif-immigration-admission-temporaire-aubains.html>

[2] Valois, M. S., & Trempe, M. L. (2024, mars 18). Réunification familiale : Les familles séparées n'ont que faire des querelles de compétences. La Presse.
<https://www.lapresse.ca/dialogue/opinions/2024-03-18/reunification-familiale/les-familles-separees-n-ont-que-faire-des-querelles-de-competences.php>

[3] Publications du MIFI. (s. d.). Gouvernement du Québec. Consulté 25 mars 2024, à l'adresse
<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/publications>

[4] « J'ai le goût de pleurer » | La Presse. (s. d.). Consulté 25 mars 2024, à l'adresse
<https://www.lapresse.ca/actualites/reunification-familiale/la-liste-d-attente-gonfle/2024-03-14/j-ai-le-gout-de-pleurer.php>

[5] Nations Unies. (1989). Convention relative aux droits de l'enfant. Articles 9 et 10. Adoptée et ouverte à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/25 du 20 novembre 1989. Entrée en vigueur le 2 septembre 1990, conformément à l'article 49.

[6] David, F. (2024, janvier 26). Crise du logement et immigration, la grande confusion! Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/806013/idees-crise-logement-immigration-grande-confusion>

[7] La capacité d'accueil en immigration, un concept qui rebondit à travers l'histoire | Le Devoir. (s. d.). Consulté 25 mars 2024, à l'adresse <https://www.ledevoir.com/societe/808290/immigration-capacite-accueil-concept-rebondit-travers-histoire>

[8] Deschênes, S. R. C., Félix. (2024, janvier 30). L'immigration comme une arme. Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/societe/806232/enquete-immigration-comme-arme>

[9] Drimonis, T. (2024, février 29). A Quebec lawyer is suing the CAQ immigration minister over epic delays reuniting families. Cult MTL. <https://cultmtl.com/2024/02/a-quebec-lawyer-is-suing-the-caq-immigration-minister-christine-frechette-over-epic-delays-reuniting-families-in-quebec-lgbtq/> ; Keung, N. (2023, décembre 29). Why Quebecers are waiting three times longer than other Canadians to unite with their overseas spouses. Toronto Star.

[10] Gibb, S. J., Fergusson, D. M., & Horwood, L. J. (2011). Relationship separation and mental health problems : Findings from a 30-year longitudinal study. The Australian and New Zealand Journal of Psychiatry, 45(2), 163-169. <https://doi.org/10.3109/00048674.2010.529603>

[11] Nations Unies. (1989). Convention relative aux droits de l'enfant. Articles 9 et 10. Adoptée et ouverte à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/25 du 20 novembre 1989. Entrée en vigueur le 2 septembre 1990, conformément à l'article 49.

[12] Immigration et parrainage : Une autre famille séparée et découragée par les délais de traitement. (2023, décembre 11). TVA Nouvelles.

<https://www.journaldequebec.com/2023/12/11/immigration-et-parrainage-une-autre-famille-separee-et-decouragee-par-les-delaix-de-traitement>

Pied de page :

Menu :

Accueil

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

Donner

S'informer

Bouton nouvelle précédent :

Article précédent

Rien ne change pour les femmes incarcérées

Bouton nouvelle suivant :

Article suivant

Être en prison dans une prison

Rien ne change pour les femmes incarcérées

<https://liguedesdroits.ca/rien-ne-change-pour-les-femmes-incarcerees/>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Body :

Héro :

Rien ne change pour les femmes incarcérées

Au Canada et au Québec, les politiques et les pratiques carcérales à l'endroit des femmes sont dépendantes du chemin parcouru et s'inscrivent, de manière pérenne, dans une trajectoire dominante et verrouillée, qu'il est nécessaire de remettre en question, de transformer et même d'abolir.

09 juillet 2024

Droits de la personne et détention

Rien ne change pour les femmes incarcérées

Joane Martel, professeure titulaire retraitée, École de travail social et de criminologie, Université Laval

Des écrits scientifiques et des enquêtes gouvernementales de toutes sortes traitant de l'emprisonnement des femmes ont documenté, depuis le milieu du XIX^e siècle, la situation désastreuse et les besoins spécifiques des femmes emprisonnées au Canada. Or, malgré des appels répétés à une réforme émancipatrice, l'emprisonnement des femmes demeure stable et tenace. Cette durabilité s'inscrit dans l'émergence et la pérennisation d'une dépendance.

L'acharnement carcéral du fédéral

FEMMES INCARCÉRÉES

JOANE MARTEL

Inertie institutionnelle
dans l'emprisonnement
au Canada et au Québec



Avant la fin du XVIII^e siècle, les prisons hébergeaient les vagabond-e-s, les débitrices et débiteurs et autres malheureuses et malheureux en attente de leur punition officielle : leur châtement corporel ou leur exécution. Plus tard, leur vocation devient, en soi, punitive. Dans le cadre de cette transformation, plusieurs versions de la prison moderne émergent, mais la plupart s'effondrent sous les émeutes, les évasions, les incendies et le désordre. Dans la première moitié du XIX^e siècle, le nouveau modèle de la prison de la ville d'Auburn dans l'État de New York fondera une toute nouvelle école de pensée sur l'emprisonnement. La nouvelle conception carcérale d'Auburn repose notamment sur le travail collectif (de type industriel) le jour, l'isolement la nuit venue et l'instruction religieuse. Se diffusant rapidement entre 1822 et 1860, le modèle carcéral auburnien devient le nouvel archétype aux États-Unis (Rubin, 2019). Il marque un moment décisif dans l'histoire des réformes pénales et son essor façonnera les innovations correctionnelles pendant des décennies. La plupart des prisons construites par la suite ont principalement été des variations du même modèle. L'ancrage graduel du système auburnien limita l'habileté des décideurs correctionnels à penser en dehors de la boîte.

Les femmes y endurent des conditions déshumanisantes telles que l'absence de rideaux de douche, la vermine et le manque d'accès aux produits d'hygiène et aux effets personnels [des conditions] condamnées par les universitaires, les groupes de défense et les médias comme étant des violations des droits humains.

La Prison des femmes (1934) située à Kingston en Ontario est le seul pénitencier fédéral destiné aux femmes jusqu'en 1995. Il a été érigé sur la base des connaissances du modèle auburnien qu'avait acquises la direction du pénitencier de Kingston destiné aux hommes (ouverture en 1835) ainsi qu'à partir des expertises ouvrières développées par les prisonniers ayant eux-mêmes participé partiellement à sa construction. On assiste ici à un effet d'entraînement, où les autorités

correctionnelles font quelque chose parce que d'autres autorités correctionnelles, ailleurs, le font également.

Dès l'avènement de la prison moderne au XIX^e siècle, maintes enquêtes publiques et gouvernementales soulignent, au Canada et ailleurs, les délits mineurs, l'absence de dangerosité et la faible récidive d'une grande majorité de femmes incarcérées. On y dénonce aussi les conditions de vie insalubres des espaces où elles sont détenues. Néanmoins, ce n'est qu'en 1990 qu'une deuxième période de remous institutionnels se produit, des remous similaires à ceux qui engendrent la prison de type auburnien dans la première moitié du XIX^e siècle. En 1990, ce nouveau tournant invite les services correctionnels à imaginer l'emprisonnement des femmes à l'extérieur du sillon déjà tracé par le modèle auburnien. Le rapport fédéral *La création de choix* proposa, pour les femmes, la construction d'établissements décentralisés, à sécurité minimale et de style cottage (maisonnettes). Leur gestion devait être fondée sur des principes féministes, holistiques et discordants du modèle auburnien. La création de choix inaugure une toute nouvelle trajectoire correctionnelle, un éloignement des sentiers battus. Pourtant, des incohérences apparaissent entre la vision proposée dans *La création de choix* et sa mise en œuvre. Parmi ces incohérences, on note la construction d'unités à sécurité maximale au sein d'établissements originellement prévus comme étant à sécurité minimale, et la négligence des stratégies communautaires, pourtant l'un des cinq principes porteurs de la vision de *La création de choix*.

Ainsi, bien que *La création de choix* ait constitué un éloignement du sentier qui dominait depuis le XIX^e siècle, sa mise en œuvre atrophie a maintenu l'emprisonnement des femmes dans l'attraction gravitationnelle du sentier auburnien alors hégémonique.

L'acharnement carcéral du Québec

Les autorités correctionnelles québécoises ont développé une dépendance au sentier auburnien similaire à celle des autorités fédérales.

En 2015, dans une décision unilatérale et inattendue, le ministère de la Sécurité publique du Québec annonce la fermeture de l'établissement Tanguay, sa plus grande prison provinciale destinée aux femmes, en raison de sa décrépitude. Dès 2016, les prisonnières sont déplacées vers l'établissement Leclerc, un ancien pénitencier pour hommes à sécurité moyenne, que les autorités correctionnelles fédérales avaient fermé en raison de son délabrement. Les femmes y endurent des conditions déshumanisantes telles que l'absence de rideaux de douche, la vermine et le manque d'accès aux produits d'hygiène et aux effets personnels. Ces conditions d'incarcération seront condamnées par les universitaires, les groupes de défense et les médias comme étant des violations des droits humains.

Depuis 2016, comptes-rendus et rapports abondent sur les mauvaises conditions subies par les prisonnières à la prison Leclerc. Une vingtaine d'années auront suffi pour que le traitement réservé aux femmes à la prison Leclerc se loge à l'extérieur de l'attraction gravitationnelle de l'innovation fédérale qu'était La création de choix (1990). Les autorités correctionnelles québécoises ne furent alors pas animées par son paradigme ni par l'enthousiasme intellectuel et politique qui en découla.

Or, le transfert vers la prison Leclerc constituait un aménagement temporaire duquel un projet plus permanent devait naître. Il avait donc le potentiel de bouleverser le modèle d'emprisonnement hégémonique dans lequel les services correctionnels étaient verrouillés et de bifurquer vers un imaginaire sortant des sentiers battus. Le ministère de la Sécurité publique aurait pu 1) emprunter au passé et construire une prison inspirée du type auburnien ou des principes de La création de choix ; 2) dupliquer le présent en reproduisant, dans une future installation, les conditions carcérales actuelles à la prison Leclerc ; 3) imaginer une avenue réformiste projetant des appartements satellites ou des services professionnels bien pourvus en matière de surveillance en collectivité ; ou 4) envisager son propre désengagement au profit d'organismes communautaires offrant, en amont de l'incarcération, des services en relation d'aide tels des centres de traitement ou des centres de jour multidisciplinaires.

Les autorités correctionnelles maintiennent donc leur dépendance envers la prison, qu'elle soit de style auburnien ou cottage.

Au Québec, en 2020-2021, un peu plus de 50 % des femmes ont reçu, cumulativement, une peine de moins d'un mois de prison, et près de 80 % une peine de moins de six mois pour des délits tels que le défaut de se conformer à une ordonnance de probation, l'omission de respecter un engagement et la possession de stupéfiants dans le but d'en faire le trafic. Un tel état de situation aurait pu susciter une remise en question de l'incarcération même de ces femmes. Or, les autorités correctionnelles québécoises encouragent plutôt la construction d'une nouvelle infrastructure carcérale, bien qu'inspirée du style cottage, sans périmètre de sécurité et centrée sur les femmes, telle que promue dans La création de choix. Estimée à 400 millions de dollars, la nouvelle prison ne doit ouvrir ses portes qu'en 2030, laissant, dans l'intervalle, les femmes sans mesures d'atténuation de leurs conditions d'incarcération à l'établissement Leclerc. La nouvelle prison provinciale serait axée sur la responsabilisation et l'insertion sociale, comme le suggérait déjà La création de choix en 1990. Toutefois, elle comprendrait un périmètre de sécurité et des technologies numériques contribuant au maintien des liens familiaux, mais facilitant, du même souffle, la surveillance. Les autorités correctionnelles maintiennent donc leur dépendance envers la prison, qu'elle soit de style auburnien ou cottage.

L'emprisonnement demeure une valeur confortable et largement partagée. La croyance tenace dans la capacité de la prison à produire des résultats, en dépit des déceptions récentes et passées, semble solidement ancrée dans la légitimation de ce mythe durable et gêne la promotion de politiques de décarcération ou même l'abolition de l'emprisonnement des femmes.

Référence

Ashley T. Rubin, The birth of the penal organization : Why prisons were born to fail, in Rosann Greenspan, Hadar Aviram and Jonathan Simon (eds.), The Legal Process

and the Promise of Justice : Studies Inspired by the Work of Malcom Feeley.
Cambridge, Cambridge University Press, 2019.

Obtenir la revue

La revue Droits & libertés est publiée deux fois par année. Il y a 3 façons de l'obtenir, en format imprimé ou numérique.

Devenir membre

En devenant membre de la Ligue des droits et libertés, vous recevez la revue gratuitement 2 fois par année. La Ligue accepte l'adhésion quel que soit la somme versée.

Bouton devenir membre :

Je deviens membre

Abonnement

Votre abonnement permet de soutenir une revue qui alimente la réflexion sur différents enjeux de droits humains. Tarif annuel : Individu (15\$) et organisation (30\$), frais de poste inclus.

Bouton abonnement :

Je m'abonne

Achat

Voici les tarifs pour l'achat d'un numéro.

Bouton achat numérique :

Version numérique

8 \$ par exemplaire.

Bouton achat papier :

Version imprimée

11\$ par exemplaire, frais de poste inclus.

Obtenez un rabais à la commande de plusieurs exemplaires.

Écrivez-nous à info@liguedesdroits.ca

Bouton nouvelle précédent :

Article précédent

Pour l'interdiction des interpellations policières une bonne fois pour toute

Pied de page :

Menu :

Accueil

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

Donner

S'informer

Bouton nouvelle précédent :

Article précédent

Un autre soi-même

Bouton nouvelle suivant :

Article suivant

Les délais du regroupement familial au Québec : Pourquoi sont-ils préjudiciables aux droits humains?

Un autre soi-même

<https://liguedesdroits.ca/un-autre-soi-meme/>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Body :

Héro :

Un autre soi-même

Toula Drimonis, l'autrice de l'ouvrage, « Nous, les autres », présente son point de vue comme immigrante de seconde génération sur les enjeux actuels d'accueil et d'intégration des personnes immigrant au Québec. Les politiques de la Coalition avenir Québec qui s'inscrivent dans le courant du nationalisme identitaire sont aussi abordées.

03 juillet 2024

Nouvelles

Un autre soi-même

Catherine Guindon, enseignante, Cégep de Saint-Laurent

L'essai *Nous, les autres*¹ de la journaliste et chroniqueuse québécoise Toula Drimonis, publié dans sa version originale anglaise² en 2022 et récemment traduit en français, s'inscrit dans le contexte d'une montée de la rhétorique anti-immigration circulant au Québec et au Canada, comme un peu partout à travers le monde. L'autrice est née de parents d'origine grecque qui, dans les années 1960, se sont installés à Montréal. Ils ont trimé dur – le père était dans la restauration, la mère dans une manufacture de vêtements – pour assurer un avenir plus confortable à leurs enfants. C'est en partant de sa propre expérience comme immigrante de seconde génération que Toula Drimonis élargit son point de vue à l'accueil et à l'intégration des nouvelles-arrivantes et nouveaux-arrivants au Québec et au Canada.

On pourrait formuler la thèse générale de l'ouvrage ainsi : le discours anti-immigrant marginalise les groupes minoritaires, ce qui nuit au sentiment d'appartenance de ces derniers à la société et à la cohésion sociale en général. Il importe de reconnaître qu'il n'existe pas une seule façon de s'identifier comme Québécois-e ou Canadien-ne.

L'identité des immigrant-e-s est complexe, évolutive, multifacette. Aussi, on ne peut leur demander d'« abdiquer une partie de qui ils sont de manière à être acceptés par l'ensemble³ ».

Le livre *Nous, les autres* adopte une perspective multiculturaliste assumée : il est légitime que les allophones, tout comme les anglophones du Québec, conservent leurs « repères identitaires pluriels tout en faisant partie intégrante de l'ensemble⁴ ». Il importe de permettre aux immigrant-e-s de conserver leur langue et culture. Elles et ils ne doivent pas être vus comme des personnes qui « diluent l'identité francophone⁵ » et qui menacent la langue française et la culture québécoise.

Dans son ouvrage, la journaliste ratisse large. Elle aborde la question de l'accueil et de l'intégration des immigrant-e-s au Canada depuis le 18^e siècle, l'importance de s'efforcer de bien prononcer leur nom, leur droit de critiquer les politiques de leur société d'accueil, la pression qui est mise sur le dos de la nouvelle-arrivante ou du nouvel-arrivant pour devenir l'immigrant-e modèle, etc. Il serait périlleux de tenter de résumer de façon exhaustive les très nombreux sujets abordés au fil de son essai. Mais la critique exprimée sur certaines mesures aménagées par la Coalition avenir Québec (CAQ) a particulièrement retenu notre attention.

En effet, l'autrice dénonce avec vigueur les politiques de la CAQ s'inscrivant dans le courant du nationalisme identitaire, c'est-à-dire basées sur les origines « ethniques ». Cet ethnonationalisme est, aux yeux de la journaliste, « tribal, replié et centré sur lui-même⁶ ». La Loi sur la laïcité de l'État (Loi 21) interdisant le port de signes religieux par des personnes de la fonction publique en position d'autorité en est un exemple. Elle est jugée par l'autrice comme trop restrictive et intolérante, participant au processus d'altérisation. En effet, requérant l'application de la clause dérogatoire à la Charte canadienne des droits et libertés⁷, la Loi 21 ne fait que marginaliser et précariser l'Autre. Toula Drimonis dit défendre la liberté de choix pour les gens, et plus encore pour les femmes, particulièrement touchées par cette loi.

Un second exemple de mesure de la CAQ abordée est celui de la récente Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français (Loi 14) jugée trop restrictive⁸, plaçant injustement les droits linguistiques au-dessus des droits humains. L'essayiste souhaite que l'on veille à une juste intégration des immigrant-e-s, en respectant la durée – parfois longue – que peut prendre ce processus. Les nouvelles-arrivantes et nouveaux-arrivants ne sont pas une menace pour le Québec. Effectivement, ces personnes sont de plus en plus nombreuses à savoir communiquer en français, et elles permettent de maintenir le poids démographique du Québec en compensant la chute des taux de natalité et la hausse de la mortalité chez les personnes âgées. Ainsi, elles participent à la prospérité économique et à la vitalité culturelle et linguistique au Québec. Le multilinguisme qui se manifeste notamment à Montréal ne met donc pas en péril la survie du français, soutient l'autrice.

Il est indéniable qu'il s'agit d'un livre nuancé et l'angle plus personnel adopté par l'autrice permet à la lectrice ou au lecteur de se mettre à la place de l'Autre. Il s'agit donc d'un essai plus que pertinent à l'heure où le discours de stigmatisation des immigrant-e-s est en recrudescence tout autour du globe.

1. Traduction de Mélissa Verreault, Montréal, Éditions Somme toute, 2024.

2. Ouvrage original : *We, the Others : Allophones, Immigrants and Belonging in Canada*, Montréal, Linda Leith Publishing, 2022.

3. Drimonis, T. *Nous, les autres*, p. 231.

4. Ibid., p. 11.

5. Ibid., p. 233.

6. Ibid., p. 176.

7. On pourrait aussi ajouter aux propos de l'autrice qu'en outre, la Loi 21 nécessite la suspension des articles 1 à 38 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.

8. Cette loi, adoptée en 2022 et connue auparavant sous le nom de projet de loi no 96, affirme notamment que l'accès aux services publics dans une langue autre que le français est limité aux six premiers mois suivant l'installation de la nouvelle-arrivante ou du nouvel-arrivant au Québec.

Obtenir la revue

La revue Droits & libertés est publiée deux fois par année. Il y a 3 façons de l'obtenir, en format imprimé ou numérique.

Devenir membre

En devenant membre de la Ligue des droits et libertés, vous recevez la revue gratuitement 2 fois par année. La Ligue accepte l'adhésion quel que soit la somme versée.

Bouton devenir membre :

Je deviens membre

Abonnement

Votre abonnement permet de soutenir une revue qui alimente la réflexion sur différents enjeux de droits humains. Tarif annuel : Individu (15\$) et organisation (30\$), frais de poste inclus.

Bouton abonnement :

Je m'abonne

Achat

Voici les tarifs pour l'achat d'un numéro.

Bouton achat numérique :

Version numérique

8 \$ par exemplaire.

Bouton achat papier :**Version imprimée**

11\$ par exemplaire, frais de poste inclus.

Obtenez un rabais à la commande de plusieurs exemplaires.

Écrivez-nous à info@liguedesdroits.ca

Bouton nouvelle précédent :**Article précédent**

Pour l'interdiction des interpellations policières une bonne fois pour toute

Pied de page :**Menu :**

[Accueil](#)

[Luttes](#)

[Équipe](#)

[Nouvelles](#)

[À propos](#)

[Contact](#)

[FAQ](#)

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

Donner

S'informer

Bouton nouvelle précédent :

Article précédent

Fonderie Horne : une allégorie de l'opacité

Bouton nouvelle suivant :

Article suivant

Rien ne change pour les femmes incarcérées

Liste des luttes

<https://liguedesdroits.ca/>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Body :

Voici une liste de tous nos luttes en cours :

COVID-19

Droit à la santé

Droit d'association

Droits des personnes en détention et enjeux carcéraux

Droits économiques, sociaux et culturels

Droits des peuples autochtones

Environnement et droits humains

Liberté d'expression, droit de manifester & profilage politique

Droits des personnes migrantes

Police et mécanismes de surveillance des pratiques policières

Racisme, exclusion sociale et laïcité de l'État

Surveillance des populations, intelligence artificielle et droits humains

Pied de page :

Menu :

Accueil

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

Donner

S'informer

Page d'une lutte

<https://liguedesdroits.ca/cat/themes/droits-economiques-sociaux-et-culturels/droit-a-la-sante/>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Body :

Héro :

Droit à la santé

En plus de l'accès à des soins de santé en temps opportun, le droit à la santé implique l'adoption de politiques gouvernementales agissant sur les déterminants sociaux de la santé ayant un impact sur la santé et la participation de la population à la prise de toute décision.

Liste luttes :

Pinel : Les cas complexes crient au secours !

12 septembre 2024

Revue Droits et libertés

À l'Institut Pinel, et dans d'autres établissements psychiatriques au Québec, des pratiques autoritaires et déshumanisantes sont encore utilisées dans de trop nombreux cas. Ces méthodes, qui rappellent les anciens asiles, révèlent la nécessité d'une réforme, pour une approche humaine et respectueuse des droits des personnes.

Portes tournantes : une spirale sans fin

17 juillet 2024

Revue Droits et libertés

La surjudiciarisation pénale des personnes qui souffrent de troubles de santé mentale — le phénomène ou le syndrome des portes tournantes — est un problème

systémique qui perdure et dont la principale cause est le manque de soins accessibles aux personnes en difficulté.

Rémunération des médecins et droit à la santé : quelques pistes

28 juin 2024

Lettres ouvertes

Comme les médecins ne sont pas des employés de l'État, ce dernier ne dispose que de très peu de pouvoir de direction à leur égard. Dans les dernières semaines, le ministre de la Santé et des Services sociaux est entré dans un bras de fer avec les fédérations représentant les médecins spécialistes et les médecins omnipraticiens. Il est parvenu à un accord de principe avec les omnipraticiens le 13 juin. Le ministre cherchait notamment à imposer des activités médicales particulières aux spécialistes, ainsi que la prise en charge de patients orphelins aux omnipraticiens.

Le ministre demeure responsable du respect du droit à la santé

18 mars 2024

Lettres ouvertes

Dans le contexte de la nouvelle agence Santé Québec, le Québec a besoin d'un mécanisme permettant d'évaluer dans toutes ses dimensions la mise en oeuvre du droit à la santé.

La santé publique mondiale repensée avec la révision du règlement sanitaire international de l'OMS

19 janvier 2024

Carnets

Les propositions d'amendement au règlement sanitaire international de l'OMS ont, selon nous, un fort potentiel de réorientation de la santé mondiale vers une approche de droits humains, d'équité et de justice.

Pied de page :

Menu :

Accueil

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

Donner

S'informer

Équipe

<https://liguedesdroits.ca/a-propos/conseil-dadministration-equipe/>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Body :

Conseil exécutif :

Le Conseil exécutif est responsable auprès du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de l'administration courante de la LDL, de son fonctionnement, de sa permanence, de ses campagnes, de son rayonnement et des relations avec les sections régionales.

Conseil exécutif 2024-2025

- Président : Alexandre Petitclerc
- 1e Vice-présidence : Sam Boskey
- 2e Vice-présidence : Maryève Boyer
- Trésorerie : Louise Pelletier
- Secrétariat : Pierre-Louis Fortin-Legris

Conseil d'administration :

Outre les cinq (5) membres du conseil exécutif directement élus par l'Assemblée générale annuelle qui font automatiquement partie du Conseil d'administration, celui-ci comprend aussi au moins six (6) et au plus dix (10) autres membres selon ce que décide l'assemblée générale. La composition des membres du Conseil doit être assez diversifiée pour représenter adéquatement les différents milieux, âges, occupations et groupes. La réputation et l'engagement social des personnes qui le composent doivent garantir la promotion des fins de la Ligue des droits et libertés.

Le Conseil d'administration est responsable auprès de l'assemblée des membres des orientations, politiques et priorités de la Ligue des droits et libertés. En

conséquence, il exécute le mandat que lui confie l'Assemblée générale annuelle en tenant compte des ressources disponibles et des exigences de l'actualité.

Administrateurs et administratrices 2024-2025

- Safa Chebbi
- Catherine Descôteaux
- Delphine Gauthier-Boiteau
- Mouloud Idir
- Diane Lamoureux
- Josiane Maheu
- Stéphanie Mayer
- Elsa Mondésir Villefort
- Jacinthe Poisson
- Paul-Etienne Rainville

Équipe de la permanence :

Coordonnatrice

Laurence Guénette

direction@liguedesdroits.ca

514 849-7717, poste 3223

Responsable de l'administration et des finances

Karina Toupin

info@liguedesdroits.ca

514 849-7717, poste 3221

Responsable des communications

Elisabeth Dupuis

communication@liguedesdroits.ca

514 849-7717, poste 3224

514 715-7727 (cellulaire média)

Responsable de la mobilisation

Lynda Khelil

mobilisation@liguedesdroits.ca

514 849-7717, poste 3222

Pied de page :

Menu :

[Accueil](#)

[Luttes](#)

[Équipe](#)

[Nouvelles](#)

[À propos](#)

[Contact](#)

[FAQ](#)

Informations :

[Ligue des droits et libertés](#)

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

Donner

S'informer

À propos

<https://liguedesdroits.ca/a-propos/historique/>

Entête:

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Body :

Mission

Fondée en 1963, la Ligue des droits et libertés (LDL) est un organisme qui vise à faire connaître, à défendre et à promouvoir l'universalité, l'indivisibilité et l'interdépendance des droits reconnus dans la Charte internationale des droits de l'Homme. La LDL est affiliée à la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH).

Depuis sa fondation, ses actions visent l'ensemble de la population de même que certains groupes placés, selon différents contextes, en situation de vulnérabilité : personnes réfugiées et immigrantes, autochtones, femmes, personnes ayant des limitations fonctionnelles, personnes assistées sociales, etc.

Dates importantes pour ligne du temps :

1963 : Fondation de la LDL

1968 : Défense du droit à l'avortement

1973 : Élaboration du projet de Charte des droits et libertés de la personne du Québec

1976 : Abolition de la peine de mort

1981 : Campagne s'opposant à la création du Service civil de renseignements de sécurité (SCRS)

1990 : Organisation d'une mission d'observateurs indépendants lors de la crise d'Oka

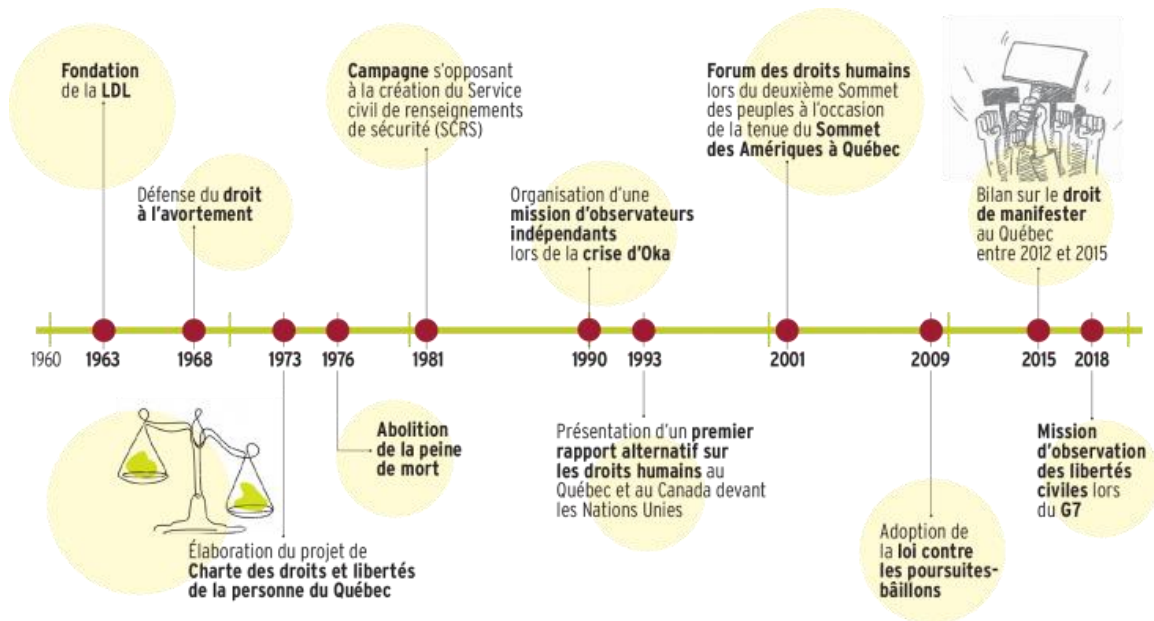
1993 Présentation d'un premier rapport alternatif sur les droits humains au Québec et au Canada devant les Nations Unies.

2001 : Forum des droits humains lors du deuxième sommet des peuples à l'occasion de la tenue du Sommet des Amériques à Québec

2009 : Adoption de la loi contre les poursuites-baillons

2015 : Bilan sur le droit de manifester au Québec entre 2012 et 2015

2018 : Mission d'observation des libertés civiles lors du G7



Pied de page :

Menu :

Accueil

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

Donner

S'informer

Nous joindre

<https://liguedesdroits.ca/a-propos/contact/>

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

Body:

469, Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal (Québec) H3N 1R4

Téléphone : 514 849-7717

Télécopieur : 514 878-1060

Cell. média : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Section de Québec

190-B, rue Dorchester, bureau 70

Québec (Québec) G1K 5Y9

Téléphone : (418) 522-4506

Cellulaire : 581 984-4506

info@liguedesdroitsqc.org

<http://liguedesdroitsqc.org/>

Pied de page :

Menu :

Accueil

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

Donner

S'informer

FAQ

<https://portail.liguedesdroits.ca/fr/don>

Bannière au haut de la page :

Ce site est une refonte dans le contexte d'un projet étudiant

Consulter le site original

Menu :

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Bouton d'entête (barre de recherche) :

S'informer

Donner

»

Body:

Comment fonctionne le don mensuel?

Le don mensuel est un moyen intéressant de contribuer régulièrement à la défense des droits et libertés sans surcharger votre budget. Le montant du don est chargé à votre carte de crédit ou déduit de votre compte bancaire le 1er ou le 15e jour du mois.

Si vous souhaitez modifier le montant du don mensuel ou mettre à jour vos informations de carte de crédit, veuillez nous contacter par courriel à info@liguedesdroits.ca afin que nous puissions faire les changements nécessaires.

Quels sont les frais de transaction?

Pour chaque don effectué par carte de crédit, la Ligue des droits et libertés doit assumer des frais de transaction qui varient en fonction du montant.

Si vous souhaitez prendre en considération ces frais dans votre don, voici des exemples de don avec le montant de frais et le total (frais et don).

Don sans les frais (\$)

25,00 \$

50,00 \$

100,00 \$

Frais de transaction (\$)

3% + 0,25 \$

3% + 0,25 \$

3% + 0,25 \$

Don avec les frais (\$)

26,00 \$

51,75 \$

103,25 \$

Qu'est-ce qu'un don in memoriam?

Le don in memoriam est un don effectué à la mémoire d'un être cher afin de lui rendre un dernier hommage. Le don in memoriam à la Ligue des droits et libertés est tout indiqué pour les personnes qui ont lutté pour le respect des droits humains, que ce soit à la Ligue des droits et libertés ou dans d'autres contextes.

Il est possible de faire un don in memoriam en ligne.

Si vous le souhaitez, vous pouvez nous contacter afin de discuter des modalités pour aviser l'entourage de ce don, comme une lettre officielle ou encore si vous souhaitez rendre ce don public à travers les communications de la Ligue des droits et libertés relatives au financement.

Comment fonctionne le don planifié?

La Ligue des droits et libertés accepte des dons planifiés sous différentes formes. Il peut s'agir d'un don annuel sur une période déterminée ou encore via un leg testamentaire.

Nous sommes disponibles pour discuter de la meilleure façon, dans votre situation, de faire un don planifié à la Ligue des droits et libertés.

Veuillez communiquer avec Karina Toupin au 514-849-7717, poste 3221 ou à info@liguedesdroits.ca

Est-ce que la LDL peut émettre un reçu à des fins fiscales?

La Ligue des droits et libertés ne dispose pas d'un numéro d'organisme de bienfaisance. Prenez note qu'aucun reçu à des fins fiscales ne pourra être émis.

Est-ce que je peux faire un don unique?

La Ligue des droits et libertés accepte les dons quel que soit le montant. Chaque don compte pour la défense des droits et libertés!

Est-ce que les dons restent anonymes?

Oui! Toutes les informations relatives aux personnes qui font un don à la Ligue des droits et libertés restent confidentielles et ne sont pas divulguées.

Quelle est votre politique de protection des renseignements personnels?

La Politique a été adoptée par le Conseil d'administration de la Ligue des droits et libertés le 16 septembre 2023.

La présente Politique de protection des renseignements personnels traite de la cueillette, de l'utilisation, de la protection et de la conservation des renseignements personnels détenus par la Ligue des droits et libertés (LDL). Les dispositions énoncées dans la présente politique sont conformes à la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé telle que modifiée en 2022 et 2023 par la Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels dans le secteur privé (Loi 25), et à laquelle les organisations à but non lucratif du Québec sont assujetties.

La Politique de protection des renseignements personnels ne s'applique pas aux sites Web de tiers auxquels il est possible d'accéder en cliquant sur des liens qui se trouvent sur le site Web de la LDL ou dans son infolettre. Si vous suivez un lien vers le site Web d'un tiers, celui-ci disposera de ses propres politiques sur la protection des renseignements personnels que vous devriez examiner avant de soumettre vos renseignements.

La personne responsable de la protection des renseignements personnels et de l'application de la présente politique est Laurence Guénette, coordonnatrice de la LDL. Elle agit à titre de répondante, s'assure de la formation adéquate du personnel à cet égard et traite les plaintes en cas d'incident de confidentialité.

Pour poser des questions, formuler des commentaires sur la présente Politique de protection des renseignements personnels, exercer vos droits ou déposer une plainte, communiquez avec la personne responsable de la protection des renseignements personnels en écrivant à l'adresse info@liguedesdroits.ca, par

téléphone au (514) 849-7717, ou par la poste à l'adresse 105-469, Jean-Talon ouest, Montréal, Québec H3N 1R4.

Table des matières

Collecte des renseignements personnels

Obtention du consentement

Utilisation et partage des renseignements personnels

Protection des renseignements personnels

Conservation et destruction des renseignements personnels

Incidents, recours et traitement des plaintes

1. Collecte des renseignements personnels

La LDL est susceptible de recueillir et traiter différents types de renseignements personnels dans le cadre de ses activités, notamment :

- Des coordonnées personnelles telles que : prénom, nom, adresse(s), adresse(s) électronique(s), numéro(s) de téléphone, numéro(s) de carte de crédit;
- Des renseignements relatifs aux préférences de communication, aux intérêts pour certains dossiers, projets et événements de la LDL, des renseignements connexes comme des restrictions alimentaires, des commentaires et des réponses à des sondages;
- Des renseignements relatifs à l'historique des contributions, à la facturation et des renseignements financiers, comme une adresse de facturation, de l'information relative à un compte bancaire ou des données de paiement;
- Des renseignements sur l'expérience professionnelle et bénévole indiquée dans des curriculum vitae ainsi que le numéro d'assurance sociale (NAS) des employé-e-s.

NB. Les renseignements concernant les corporations de même que les coordonnées professionnelles des individus ne représentent pas des renseignements personnels au sens de la Loi.

La LDL collecte des renseignements personnels directement auprès des personnes concernées et lors d'interactions directes avec elles, dans les circonstances suivantes :

- Lors de l'inscription à des événements, à des formations et à son infolettre;
- Lors d'une adhésion comme membre de la LDL;
- Lorsqu'un don est fait à la LDL, quelle que soit la forme de ce don;
- Lors d'un abonnement à la revue Droits et libertés;
- Lors de la réception de candidatures pour combler un poste
- Lors de l'embauche d'une personne employée de la LDL;
- Lorsqu'une personne est élue à titre d'administrateur-trice de la LDL;
- Lorsqu'une personne entre en relation contractuelle avec la LDL à titre de fournisseur de biens ou prestataire de services.

2. Obtention du consentement

La LDL collecte certains renseignements personnels pour la bonne gestion de ses relations et des services avec chaque personne concernée et limite la collecte des informations à ce qui est nécessaire à cette fin. Le consentement de la personne concernée est requis pour pouvoir légalement utiliser les renseignements personnels qu'elle transmet à l'organisation.

En fournissant ses renseignements personnels par l'intermédiaire de notre site Web, par courriel, en personne ou par téléphone, une personne consent à ce que la LDL collecte, utilise ou communique les renseignements aux fins indiquées lors de la collecte et conformément à ce qui est indiqué dans la présente Politique.

Ce consentement est obtenu au moment de la transmission des renseignements personnels, par le moyen d'une explication claire le mentionnant et proposant

d'accéder à la présente Politique. L'explication est transmise par écrit lors d'une transaction ou d'un échange électronique, et de vive voix lors d'une transaction téléphonique.

Une fois obtenu, le consentement sera réputé valide tant que l'adhésion de membre à la LDL, la contribution à titre de donateur-trice, l'abonnement à Droits et libertés ou la relation contractuelle requièrent l'utilisation des renseignements en question. Le consentement sera renouvelé lorsque nécessaire. Ce consentement peut être retiré en tout temps par la personne concernée.

3. Utilisation et partage des renseignements personnels

La LDL s'engage à utiliser et partager des renseignements personnels qu'elle détient seulement aux fins pour lesquelles ces renseignements sont recueillis et en conformité avec la présente Politique, sauf si la loi l'oblige ou lui permet de les utiliser ou communiquer autrement.

La LDL utilise les renseignements personnels pour l'un ou l'autre des objectifs suivants :

- Renouvellement des adhésions des membres;
- Renouvellement de l'abonnement à la revue Droits et libertés;
- Information auprès des membres et sympathisant-e-s de la tenue de la campagne de financement annuelle de la LDL et de ses activités;
- Maintien à jour des informations administratives essentielles notamment en ce qui concerne les membres du Conseil d'administration;
- Embauche, rémunération ou résiliation de contrat des employé-e-s;
- Dans le cadre de relations avec les fournisseurs de biens ou prestataires de services (paiement des factures, etc.);
- Pour satisfaire des obligations légales.

La LDL peut partager certains renseignements personnels avec certains tiers, notamment dans les circonstances suivantes :

- Des tiers fournisseurs de service et/ou partenaires peuvent être amenés à accéder à certains renseignements personnels et à les traiter, notamment lors des services d'envois postaux dans le cadre des campagnes annuelles d'adhésion et de financement. Les renseignements auxquels accèdent ces fournisseurs de services se limitent à ceux nécessaires pour leur permettre de s'acquitter de leurs fonctions. De plus, les contrats conclus entre la LDL et ces fournisseurs de services exigent d'eux qu'ils préservent la confidentialité de ces renseignements et qu'ils y appliquent les dispositions de protection des renseignements personnels conformément à la loi.
- Des autorités gouvernementales et des organismes d'application de la loi lorsqu'exigé. Par exemple, des renseignements personnels détenus par la LDL peuvent être partagés si l'organisme y est tenu en vertu des lois, notamment fiscales et administratives, ou s'il est possible de croire de bonne foi que cette divulgation est nécessaire pour respecter les lois applicables, par exemple pour mettre à jour les renseignements exigés par le Registraire des entreprises du Québec. La LDL pourrait aussi être tenue de partager certains renseignements personnels en réponse à une ordonnance d'un tribunal, à une assignation à témoigner ou à un mandat de perquisition du gouvernement, ou autrement pour collaborer avec de telles autorités gouvernementales et de tels organismes d'application de la loi.

4. Protection des renseignements personnels

Durant toute la durée de leur conservation et lors de leur utilisation, les renseignements personnels collectés par la LDL sont traités de façon à en assurer la protection. La LDL emploie des mesures de protection matérielles, techniques et administratives appropriées pour protéger les renseignements personnels contre une destruction accidentelle ou non conforme aux lois, une perte accidentelle, une modification, une divulgation ou un accès non autorisé, un mauvais usage ou toute autre forme illégale de traitement des renseignements personnels en notre possession.

Des mesures sont également en place pour garantir que les employé-e-s ou administrateurs-trices de la LDL ne peuvent accéder aux renseignements personnels qu'à la condition que ce renseignement soit nécessaire à l'exercice de leurs fonctions. De plus, tant les employé-e-s que les tiers fournisseurs de biens ou prestataires de services ayant accès à certains renseignements personnels signent un accord de confidentialité avec la LDL, s'engageant à utiliser les données dans le respect de la loi et des mesures de protection adéquates.

Des mesures physiques et techniques sont prises pour assurer la sécurité de tous les renseignements personnels conservés par la LDL. Le serveur informatique de la LDL est situé au Québec et la LDL n'archive et ne communique aucun renseignement personnel à l'extérieur du Québec.

5. Conservation et destruction des renseignements personnels

La LDL conserve les renseignements personnels recueillis uniquement pour la durée nécessaire aux fins prévues dans la présente Politique et en conformité à ses obligations légales et réglementaires. Elle conserve uniquement les renseignements nécessaires pour la finalité visée et procède à leur destruction dès l'accomplissement de leur finalité, ou à la fin du délai légal de conservation.

Les renseignements personnels seront immédiatement détruits si la personne concernée en formule la demande auprès de la LDL, sauf si la Loi requière que les renseignements soient conservés pour une durée spécifique.

La LDL procède à la destruction des renseignements personnels en s'assurant de procéder à l'élimination totale de toutes les versions électroniques et au déchiquetage des copies papier.

6. Incidents, recours et traitement des plaintes

Advenant un incident de confidentialité (accès, utilisation ou communication non autorisés par la loi à un renseignement personnel, perte d'un renseignement personnel ou tout autre atteinte à la protection d'un tel renseignement) présentant un risque de préjudice sérieux, la LDL aviserait dans les plus brefs délais les personnes concernées.

La LDL les informerait des renseignements personnels dont il s'agit, des circonstances de l'incident, de la date ou la période durant laquelle il est survenu ainsi que des mesures qu'elle compte prendre à la suite de l'incident pour empêcher ou amoindrir les préjudices possibles pour les personnes concernées et pour éviter qu'un semblable incident se reproduise.

Une personne fournissant des renseignements personnels est en droit de s'attendre à ce que la LDL respecte les dispositions prévues à la Loi et dans la présente Politique. Dans certaines circonstances et conformément aux lois applicables en matière de protection des données, une personne dispose également des droits suivants :

- **Accès** : le droit de demander si la LDL traite des renseignements et, le cas échéant, de demander d'avoir accès aux renseignements personnels la concernant;
- **Exactitude** : la LDL est tenue de prendre des mesures raisonnables pour s'assurer que les renseignements personnels en sa possession sont exacts, complets, non trompeurs et à jour;
- **Rectification** : le droit de demander de faire rectifier tout renseignement personnel inexact, incomplet ou équivoque, ou dont la collecte, la communication ou la conservation ne sont pas autorisées par la loi;
- **Désindexation**: le droit de demander de cesser de partager ses renseignements personnels.

Aux fins de l'application de la politique, une plainte constitue l'expression d'au minimum un des trois éléments suivants :

- Une insatisfaction exprimée par un individu qui s'estime lésé dans le traitement de ses renseignements personnels par la LDL;
- Un préjudice subi à la suite d'un événement, d'une situation, d'un acte ou d'une omission à l'égard de la prestation du service dispensé par la LDL en lien avec les renseignements personnels qu'elle détient;
- La réclamation d'une mesure

Ne constitue pas une plainte : toute démarche informelle visant à faire corriger un problème particulier, dans la mesure où le problème est traité dans le cadre des activités régulières de la LDL et sans qu'une plainte écrite n'ait été déposée par un individu.

Par la présente Politique, la LDL s'engage à assurer un traitement adéquat, uniforme et diligent des plaintes formulées à son endroit par toute personne insatisfaite du traitement de ses renseignements personnels. Elle prévoit une procédure équitable et transparente afin de traiter les plaintes reçues, et a également pour objectif de soutenir la qualité des services et d'offrir l'opportunité à toute personne d'exprimer son insatisfaction.

Formulation et traitement d'une plainte

La personne qui désire formuler une plainte doit le faire par écrit à l'adresse suivante :

Laurence Guénette

Responsable de la protection des renseignements personnels

Ligue des droits et libertés

105-469, Jean-Talon ouest

Montréal, Québec, H3N 1R4

La communication doit indiquer les éléments suivants :

- nom de la personne plaignante;
- son adresse;
- son numéro de téléphone;
- son courriel ou son numéro de télécopieur, le cas échéant;
- les motifs de la plainte soumise.

Toute plainte est traitée de façon confidentielle. Une plainte anonyme est considérée comme non reçue.

La personne responsable de l'application de la présente politique est Laurence Guénette, qui assume la coordination de la LDL. Elle a pour fonctions de :

- Recevoir la plainte;
- S'assurer de l'envoi d'un accusé de réception au plaignant-e;
- Traiter la plainte et enquêter sur les prétentions exposées par le plaignant;
- Répondre à la personne plaignante.

L'accusé de réception doit contenir les renseignements suivants :

- une description de la plainte reçue, précisant le reproche fait à la LDL, le préjudice ou la mesure correctrice demandée;
- le nom et les coordonnées du responsable du traitement de la plainte;
- dans le cas d'une plainte incomplète, un avis comportant une demande de complément d'information à laquelle la personne plaignante doit répondre dans un délai raisonnable, à défaut de quoi la plainte est réputée abandonnée;
- la présente Politique exposant les modalités de traitement des

Tout employé-e de la LDL saisi-e d'une plainte doit la transmettre, dès sa réception, à la personne responsable de l'application de la politique. Tout employé-e qui reçoit une plainte verbale doit informer la personne plaignante de la présente politique et l'inviter à faire parvenir à la LDL sa plainte par écrit.

La personne responsable traite la plainte en l'examinant, en rassemblant les documents pertinents à son analyse et en rédigeant la réponse à la personne plaignante ainsi que les motivations de la réponse.

La réception et le traitement de la plainte doivent être effectués dans les 30 jours suivant la réception de tous les renseignements nécessaires à son étude. Dans l'éventualité où une plainte ne peut être traitée dans le délai prévu, la personne plaignante doit être informée des motifs du retard et des démarches entreprises par la LDL à ce jour dans le traitement de sa plainte. Elle doit également être avisée du délai dans lequel la décision lui sera transmise.

Suivant le traitement de sa plainte, en cas de mécontentement sur l'application de la Loi et de la présente Politique, la personne plaignante peut aussi signaler son insatisfaction par rapport au traitement de ses renseignements personnels par la LDL auprès de la Commission d'accès à l'information, responsable de veiller à l'application de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé.

Pied de page :

Menu :

Accueil

Luttes

Équipe

Nouvelles

À propos

Contact

FAQ

Informations :

Ligue des droits et libertés

469 Jean-Talon Ouest, bureau 105

Montréal, Québec H3N 1R4

Tél. : 514 849-7717

Cell : 514 715-7727

info@liguedesdroits.ca

Bouton pied de page :

Donner

S'informer

Erreur 404

Body :

La page que vous essayez de joindre n'existe pas

Bouton menu :

[Retourner au menu](#)